



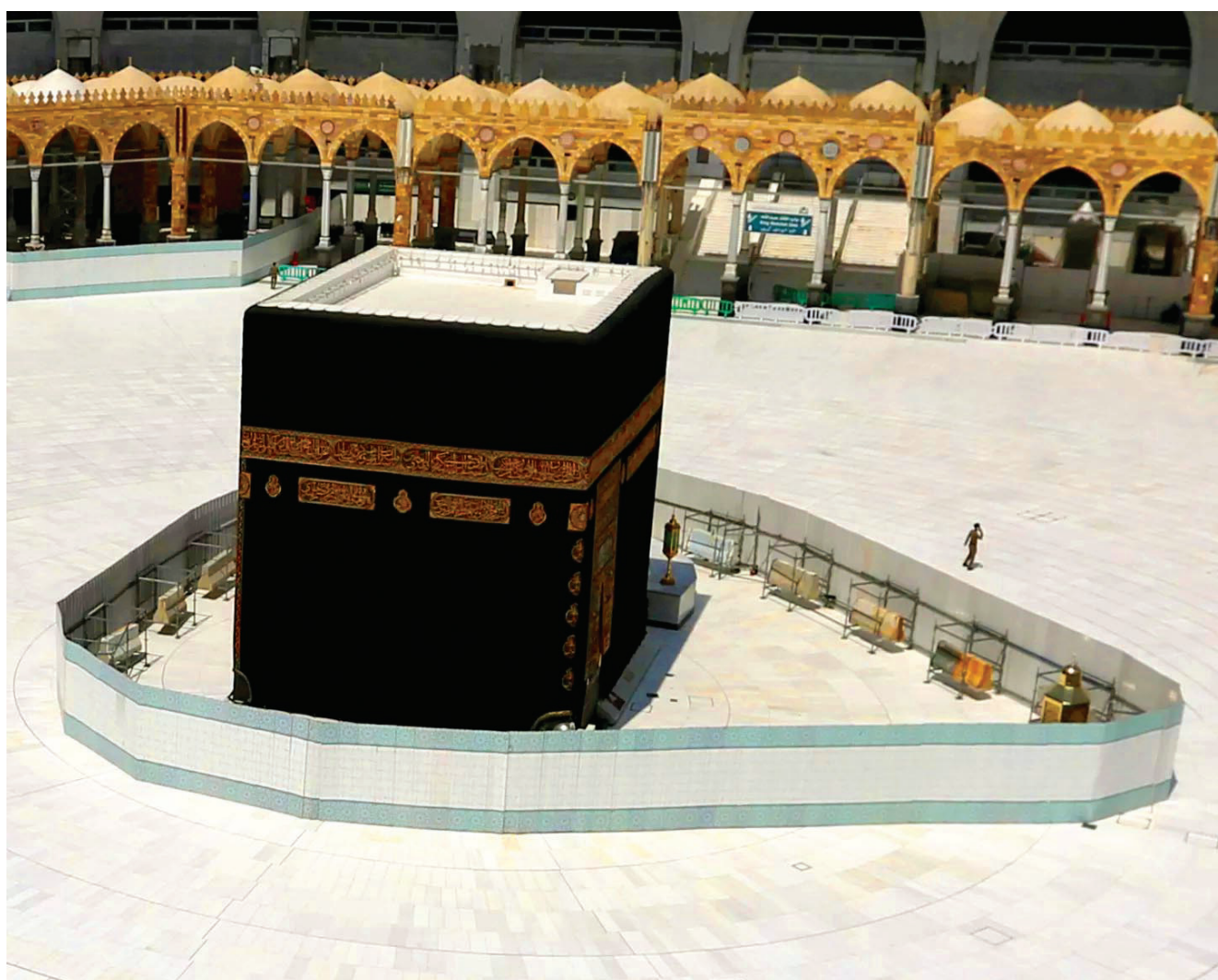
Plaidoyer pour un report des dates du BEM et du Bac dans le Sud

Lire l'article de M. Aziza page 3

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

1.000 RÉSIDENTS EN ARABIE SAOUDITE CONCERNÉS Un hadj à «huis clos»

Lire l'article de S. M. page 2



Notre supplément
AUTOUR DU MONDE
Avec la collaboration de
P. 8 & 9
PROJECT SYNDICATE
AN ASSOCIATION OF NEWSPAPERS AROUND THE WORLD

Réguler en temps de pandémie



PAR HOWARD DAVIES

Président de la Royal Bank of Scotland

Protéger les femmes pendant la pandémie



PAR DAVIDE DE BENI¹ ET FEDERICA MAURIZIO²

1- Conseiller en économie de la santé aux Fonds des Nations Unies pour la population au bureau de l'Asie pacifique
2- Analyste du droit et de la santé reproductive et sexuelle au Fonds des Nations Unies pour la population au bureau de l'Asie pacifique

Hocine Senoussi n'est plus P. 4



MODALITÉS DE REPRISE DU TRAVAIL À AIR ALGÉRIE
Le syndicat des techniciens de maintenance dénonce
Lire l'article de Houari Barti page 4

Chronique ÉCONOMIQUE

Akram Belkaïd, Paris

Pas touche aux GAFAM P. 4



CRISE LIBYENNE
«L'approche algérienne dispose des atouts de la réussite» P. 2

1.000 résidents en Arabie Saoudite concernés Un hadj à «huis clos»



S. M.

Après plusieurs semaines de suspense, l'Arabie saoudite a finalement tranché lundi sur l'organisation du pèlerinage 2020 prévu cette année du 28 juillet au 2 août prochains. Les autorités saoudiennes viennent d'annoncer que les musulmans étrangers ne pourront pas accomplir cette saison le hadj qui se déroulera en nombre limité. «Le nombre de pèlerins sera d'environ un millier, un peu moins, un peu plus», a révélé, dans une conférence de presse, le ministre saoudien du Hadj, Mohammed Benten, tout en ajoutant que «le nombre n'atteindra pas les 10.000 ou les 100.000». Seuls les résidents de toutes nationalités se trouvant à l'intérieur du royaume saoudien peuvent postuler pour être sélectionnés au pèlerinage 2020.

Les critères de sélection des futurs pèlerins n'ont pas été précisés par le ministre saoudien qui a toutefois révélé que la sélection se fera en collaboration étroite avec les missions diplomatiques. Le pèlerinage de cette année sera limité aux musulmans en bonne santé de moins de 65 ans. Les lauréats sélectionnés devront également effectuer des tests pour s'assurer qu'ils ne sont pas infectés par le coronavirus avant leur arrivée à La Mecque et devront subir une quarantaine domestique après la fin du hadj. Les autorités saoudiennes prévoient également

de durcir les mesures préventives pour contenir la propagation du coronavirus durant le pèlerinage et de renforcer les contrôles pour débusquer les pèlerins clandestins. Cependant les autorités saoudiennes risquent de trouver des difficultés pour contrôler certains pèlerins clandestins et notamment ceux résidents dans la ville sainte.

La Mecque est en effet une ville prospère qui compte près de deux millions d'habitants. De nombreux saoudiens, qui habitent dans les grandes villes économiques du royaume, en particulier Ryad et Djeddah, disposent également d'une deuxième résidence dans la ville sainte et de ce fait la mission de la police saoudienne sera ardue pour contrôler en intra-muros les résidents qui souhaitent accomplir le 5^{ème} pilier de l'Islam.

Il est à noter que l'Arabie saoudite est parmi les pays arabes les plus touchés par le coronavirus. Le royaume, qui avait réussi en mai dernier à contenir cette pandémie, enregistre depuis début juin un rebond du coronavirus. Le rythme de propagation de la maladie s'accroît. Le nombre de contaminations quotidiennes dépasse les 3.000. Le nombre de décès est également en forte augmentation, avec une moyenne de plus de 30 morts par jour début juin. Les autorités saoudiennes ont officiellement recensé plus de 161.000 personnes infectées dont 1.307 sont décédées.

Chanegriha à Moscou

Le Général-Major Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire par Intérim, effectuée depuis hier et jusqu'au 25 juin une visite officielle en Fédération de Russie où il prendra part aux festivités célébrant le 75^e anniversaire de la victoire à la grande guerre patriotique de 1941-1945, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Le Général-Major Saïd Chanegriha est porteur d'un message du président

de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale au président de la Fédération russe, Vladimir Poutine. «Sur invitation de Monsieur le Général d'Armée Choïgou Sergueï Koujouguévitch, Ministre de la Défense de la Fédération de Russie, Monsieur le Général-Major Chanegriha Saïd, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire par Intérim, entame à partir d'aujourd'hui 23 juin 2020, une visite officielle à

Moscou, pour prendre part aux activités officielles de célébration du 75^e anniversaire de la victoire à la grande guerre patriotique de 1941-1945", précise le communiqué du MDN. Cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des liens d'amitié et de coopération entre l'Armée Nationale Populaire et les Forces Armées de la Fédération de Russie, sera une opportunité pour les deux parties pour examiner les questions d'intérêt commun, conclut le communiqué du MDN.

Coronavirus : 157 nouveaux cas et 9 décès enregistrés

Cent-cinquante-sept (157) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 115 guérisons et 9 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mardi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 12077, soit 27,5 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 861 alors que le nombre des patients guéris

est passé à 8674, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie du Covid-19.

Il a fait remarquer que les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 66 % du total des décès. En outre, 29 wilayas ont enregistré des taux inférieurs au taux national, alors que 17 autres n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavirus durant les dernières 24 heures. Par ailleurs, le nombre de patients ayant

bénéficié du protocole de traitement en vigueur (basé sur Hydroxy-chloroquine) s'élève à 26204, a poursuivi Dr. Fourar, précisant que 37 patients sont actuellement en soins intensifs. Le Docteur Djamel Fourar a affirmé, à cette occasion, que la situation épidémiologique "nécessite la vigilance et le sens de responsabilité de la part de tous les citoyens, appelés à respecter les mesures préventives notamment le port obligatoire du masque protecteur".

ANALYSE

El-Houari Dilmi

Une première pour les musulmans

Pour la première fois dans l'histoire, il y aura une année sans pèlerinage musulman aux Lieux saints de l'islam en terre d'Arabie. En mars dernier déjà, les dirigeants

du royaume avaient demandé aux gouvernements étrangers de se préparer à l'annulation du Hadj de cette année, en raison de l'épidémie du coronavirus qui sévit dans le monde. «L'Arabie saoudite va autoriser un millier de personnes vivant sur son territoire à effectuer cette année le Hadj», a annoncé hier le ministre saoudien du Hadj. La «mauvaise nouvelle» était dans l'air depuis un bon bout de temps. Et même si le ministre algérien des Affaires étrangères s'est empressé à déclarer que les pèlerins algériens concernés par le Hadj cette année, pourront l'accomplir l'année prochaine, se voir privé d'accomplir le cinquième pilier de l'islam a sapé le moral, pas seulement aux Algériens, mais à tout le monde musulman. Comme indiqué par le ministre du Hadj, Mohammed Benten, le Hadj de cette année sera réservé uniquement aux personnes de différentes nationalités qui souhaitent l'accomplir et qui se trouvent en Arabie saoudite, un pays qui enregistre plus de 160.000 cas de coronavirus et 1.300 décès. Outre la perte financière sèche des plus considérables pour le royaume wahhabite, qui a long-

temps soupesé le pour et le contre avant d'annuler le plus grand rassemblement religieux au monde, le «non-retour d'investissement» pour l'Algérie sera également durement ressenti, puisque une partie de sa flotte aérienne, habituellement mobilisée en période de grand pèlerinage, sera clouée au sol durant cet été, sans parler des droits et taxes prélevés par le Trésor public. Et si la crise sanitaire majeure liée à la propagation du Covid-19 est la première raison de l'interdiction du Hadj pour les pèlerins internationaux, beaucoup de savants et exégètes musulmans avaient déjà rappelé que la préservation de la vie humaine prévalait sur l'accomplissement de ce rite musulman, comme cela a été le cas pour la fermeture des mosquées et lieux de culte en Algérie et ailleurs dans le monde.

Le pèlerinage est une obligation pour celui qui a la capacité, physique et financière, de l'accomplir une fois dans sa vie. Mais tout empêchement licite permet au musulman d'annuler ou de reporter l'accomplissement de son devoir religieux. «Celui qui sauve une vie sauve l'humanité», dit un verset du Saint Coran. Et c'est justement pour traduire dans les faits ce concept coranique que le Hadj a été annulé pour cette année, en attendant de trouver le moyen de sauver l'humanité des méfaits du Covid-19.

Crise libyenne

«L'approche algérienne dispose des atouts de la réussite»

Le Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union africaine (UA), Smail Chergui a affirmé, hier, que l'approche algérienne, basée sur le dialogue pour le règlement du conflit en Libye «dispose de tous les atouts de la réussite», indiquant que l'UA soutient et encourage toute initiative fondée sur le dialogue et la réconciliation nationale, susceptible de parvenir à une solution définitive de la crise. «Partant de la méthode de gestion des méditations à l'UA, basée sur le principe de subsidiarité qui consiste à soutenir les pays du voisinage dans la direction de la médiation, eu égard au rapprochement géographique et à la connaissance des acteurs locaux, l'Organisation encourage et soutient toute initiative de règlement susceptible de parvenir à une solution rapide et définitive de la crise libyenne, une initiative basée sur le dialogue et la réconciliation na-

tionale», a précisé M. Chergui dans une déclaration l'APS. A ce propos, le Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'UA, estime que l'initiative algérienne de règlement en Libye, compte tenu de sa qualité de membre dans le Comité de Haut Niveau ainsi que dans le Groupe de Contact de l'UA sur la Libye, «dispose de tous les atouts de la réussite». La réussite de l'approche algérienne s'explique, selon M. Chergui, par «l'adoption par l'Algérie de la solution politique pour la crise libyenne, une solution respectant la volonté du peuple libyen, son unité et sa souveraineté territoriale, c'est-à-dire à travers un dialogue inter-libyen mené par les Libyens eux-mêmes». Pour M. Chergui, la position «équilibrée» de l'Algérie, à l'égard de toutes les parties libyennes, depuis le début de la crise, lui a valu «la confiance de tous». En témoignent, a-t-il ajouté, la visite en Algé-

rie, quelques jours auparavant, du président de la Chambre des représentants, M. Aguila Salah, suivie de la visite du président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'entente nationale, Fayez Al-Sarraj ainsi que la confiance placée par les notables et chefs des tribus.

LE CHEF DE L'AFRICOM RENCONTRE LE CHEF DU GNA

Par ailleurs, le chef du Commandement américain pour l'Afrique (Africom) s'est rendu, lundi en Libye, pour rencontrer le Premier ministre du Gouvernement libyen d'Union nationale (GNA), avec qui il a évoqué l'arrêt des combats dans le pays en guerre, selon le GNA et l'ambassade américaine. «Dans le cadre des concertations sur l'évolution de la situation en Libye, Fayez al-Sarraj a rencontré lundi le gé-

néral Stephen Townsend, chef de l'Africom, et l'ambassadeur des Etats-Unis, auprès de la Libye, Richard Norland», selon un communiqué du GNA. «Il est nécessaire de mettre fin aux actions militaires et de retourner aux négociations», a indiqué de son côté l'ambassade américaine sur Facebook. MM. Sarraj et Townsend se sont rencontrés à Zouara, ville côtière, à 120 km, à l'ouest de Tripoli, où ils ont évoqué ensemble, la «coordination conjointe entre le GNA et le commandement de l'Africom pour la lutte antiterroriste (...) dans le cadre d'une coopération stratégique «entre Tripoli et Washington», a précisé le communiqué du GNA. Le général Townsend a appelé, lundi, à l'instauration d'un cessez-le-feu et à revenir aux négociations politiques sous l'égide de l'ONU, selon le communiqué de l'ambassade des Etats-Unis.

Le Quotidien
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E. Quargla: S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22**Diffusion: Quest: SEDOR** Tél.: 041.58.85.52- **Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS**

Justice, morale et vindicte populaire

En janvier, le président de la République a instruit le gouvernement d'élaborer une loi condamnant la discrimination, la haine et l'incitation à la fitna. Mardi dernier, accablé par la douleur et l'épreuve du deuil, Ahmed Ouyahia devait subir le mépris et la haine que les autorités politiques et militaires ont voulu lui infliger en public.

Ghania Oukazi

A l'époque, Abdelmadjid Tebboune a justifié sa demande d'une telle loi par la recrudescence de ces fléaux à travers les réseaux sociaux. C'est ce que le communiqué de la Présidence rendu public à cet effet a noté en précisant que cette loi est pour «faire face à ceux qui exploitent la liberté et le caractère pacifique du Hirak (mouvement populaire) pour brandir des slogans portant atteinte à la cohésion nationale. Lorsqu'il a présenté son texte tout au début du mois d'avril devant le Parlement, le ministre de la Justice, garde des Sceaux a ainsi soutenu que «sont considérés comme étant des actes haineux, toutes formes d'expression qui propagent, encouragent ou justifient la discrimination ainsi que celles qui expriment la raillerie, le mépris, l'humiliation, la haine ou la violence». Une telle approche plaide en même temps, comme l'a voulu Tebboune, pour «la création d'un Observatoire national chargé de la détection et de l'analyse de toutes les formes et aspects de la discrimination et de la haine, d'en rechercher les causes et de proposer les mesures et procédures nécessaires à leur prévention». Adoptés en avril dernier, le texte tout autant que certains articles du code pénal ne mentionnent donc pas expressément le «Hirak» comme l'a fait le président de la République. Les dispositions de ces textes de loi sont applicables en toute circonstance pour peu qu'elles le soient pour punir des faits qui risquent de disloquer la société et déstabiliser le pays s'il est mis sous l'emprise de réglemens de comptes et de velléités de vengeance.

«J'ÉTAIS SCANDALISÉ !»

Les images d'un Ouyahia menotté assistant à l'enterrement de son frère, qui était aussi son avocat, a jeté un profond effroi chez ceux qui défendent les droits de l'homme, luttent pour leur garantie et leur respect. Images qui se confondent dangereusement «avec le mépris, l'humiliation, la haine et la violence (morale). Offusqués par un traitement aussi inhumain envers un prisonnier, menottes aux mains, qui pleurait son frère dans un cimetière, par des images aussi dégradantes, avilissantes et méprisables pour la République, ces hommes et ces institutions, des journalistes nous ont rappelé dans quelles conditions ils avaient été appelés à faire des interviews avec des terroristes. «A chaque fois qu'on le faisait, le terroriste était encadré de deux militaires mais avait les mains libres, il n'était pas menotté». L'on se demande laquelle des deux images s'accorde avec les exigences des lois de l'Etat et celles universelles,

celle d'un terroriste les mains libres durant les années 90 qui répond aux questions de journalistes ou celle aujourd'hui d'un Ouyahia menotté dans un cimetière assistant à la mise sous terre de la dépouille de son frère terrassé la veille par une crise cardiaque... «Personnellement, j'étais scandalisé par de telles images, il ne faut pas ajouter de l'humiliation à la douleur morale d'une personne quels que soient les faits qu'elle ait commis», nous a dit hier M^e Mustapha Farouk Ksentini. Pour l'homme de droit et de loi qu'est notre interlocuteur, voir Ahmed Ouyahia enchaîné et entouré d'un nombre important de gendarmes comme si c'était un tueur en série, c'est terrible... Il a quand même incarné l'Algérie pendant de longues années, il doit garder sa stature, on lui doit le respect à un moment aussi douloureux que celui de l'enterrement de son propre frère, cet avocat modèle qu'on a connu gentil, serviable, respectable (...).

«PROCÈS DE TOUFIK À LA RENTRÉE»

Ksentini estime qu'«il ne faut jamais exposer qui que ce soit à la vindicte populaire; voir Ouyahia menotté est une image tellement négative qu'on pourrait mettre en danger sa propre vie et celle de sa famille, on peut le combattre loyalement, sans haine, sans mépris, sans le jeter en pâture (...), la justice doit être bien au-dessus de tout ça». Interrogé sur l'incidence des dispositions de la loi relative à la prévention et à la lutte contre la discrimination et le discours de la haine sur des situations aussi affligeantes, Maître Ksentini affirme qu'«il est strictement difficile de trouver une condamnation pénale à cela». Mais au plan de la morale, «c'est hautement condamnable surtout lorsque la personne est en deuil». Il estime que «l'Etat n'a pas à se rabaisser». Au passage, l'avocat nous apprend que le procès de Djamel Ould Abbès aura lieu à la mi-août. «Au-delà des faits qui lui sont reprochés, Ould Abbès a 87 ans, il est atteint de graves maladies chroniques imputables à son âge, l'incarcérer et le maintenir en prison, c'est l'envoyer à la mort, sans la moindre exagération», nous dit-il. Pour lui, «Ould Abbès relève de la justice divine et non de celle des hommes». Autre information de sa part, «après le recours extraordinaire qui a été introduit, le dossier de Mohamed Médiène (Toufik), Athmane Bachir Tartag et Saïd Bouteflika a été transféré il y a une dizaine de jours du tribunal de Blida à la Cour suprême». M^e Ksentini pense que «le procès aura lieu dans des délais raisonnables, c'est-à-dire dans deux ou trois mois, à la rentrée (...).

En raison de la spécificité de la région Plaidoyer pour un report des dates du BEM et du BAC dans le Sud



M. Aziza

L'Union nationale des personnels de l'Education et de la Formation (UNPEF) demande, une nouvelle fois, l'annulation de l'examen du Brevet de l'Enseignement moyen (BEM), qui devrait avoir lieu, lundi 7 septembre 2020, sinon à la limite, le report des dates des examens du BEM et du BAC au mois d'octobre prochain. Pour l'UNPEF, «il faut sérieusement penser aux candidats et aux personnels éducatifs du sud du pays qui souffrent de la chaleur pendant les longs mois d'été», a précisé au «Quotidien d'Oran», le porte-parole de l'UNPEF, Abdelwahab Lamri Zegar. Et d'affirmer que l'UNPEF soutient, totalement, les revendications des bureaux régionaux du sud du pays, affiliés à leur Syndicat. Le bureau régional de l'UNPEF, plus exactement le bureau de la wilaya de Ouargla, a précisé, dans un communiqué rendu public, que la tenue de l'examen du BEM, le 07 septembre 2020 est «une exclusion des élèves du Sud». Les rédacteurs du communiqué, précisent que les élèves qui seront déconnectés de l'école pour une période de 7 mois, seront dans l'incapacité, notamment psychologique, de faire des révisions en cette période de chaleur intense. Il précise qu'il serait nécessaire d'annuler le BEM, ou bien reporter les deux examens BEM et BAC, jusqu'au mois d'octobre. Ils ont également signalé que

le retour des enseignants et du personnel administratif, à l'école, 41 jours avant que les élèves ne rejoignent les classes n'obéit à aucune logique scientifique et pédagogique. Pour eux, cette décision se contredit avec les mesures de prévention imposées par la pandémie du coronavirus qui sévit, toujours, en Algérie et ailleurs.

Pour l'UNPEF, il faut prendre en considération la spécificité de la région du Sud, dans la programmation des examens scolaires ou le calendrier des vacances. Et mettre à la disposition du personnel éducatif et des élèves tous les moyens nécessaires pour la reprise et la tenue des examens dans de bonnes conditions. Les rédacteurs du communiqué regrettent l'absence de réponses aux revendications socioprofessionnelles qui datent de plusieurs années, notamment celles du Sud, entre autres la prime de zone, le droit au logement et le droit à la retraite anticipée. Le porte-parole de l'UNPEF a affirmé que toutes les revendications réclamées par le personnel éducatif du sud du pays et de l'ensemble des wilayas ont été transmises à la tutelle, mais elles sont restées malheureusement, sans suite.

Journée nationale de la Mémoire Le projet de loi adopté par l'APN

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté hier le projet de loi instituant le 08 mai 1945, Journée nationale de la Mémoire. L'adoption s'est déroulée lors d'une plénière présidée par Slimane Chenine, président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar et du ministre des Moudjahidines et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni. Le rapport complémentaire élaboré par la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés, renfermait

8 amendements d'articles du Projet de loi, dont six (06) articles ont été adoptés, tandis que deux propositions ont été incluses parmi les recommandations qui seront soumises aux parties concernées (ministère des Moudjahidines et des Ayants-droits). Il s'agit d'un nouvel article qui dispose que «sont appelés +martyrs+, les victimes des massacres perpétrés par le colonialisme français, le 8 mai 1945. L'autre article prévoit, en outre, «la criminalisation des actes perpétrés par le colonialisme français inique le 8 mai

1945 contre le peuple algérien». Les membres de l'APN ont valorisé, dimanche, le projet de loi instituant le 08 mai 1945, Journée nationale de la Mémoire, qualifiant cette décision de «courageuse et d'historique». Les interventions des députés ont porté sur «la nécessité» de l'ancrage des éléments de l'identité nationale et des idéaux du 1er Novembre parmi les générations montantes ainsi que l'écriture de l'Histoire des différentes périodes coloniales et non seulement celle de la Guerre de libération.

Raïna Raïkoum

Hamid Dahmani

Des faussaires sans histoire

L'autre jour, un vendeur de vieilleries m'a fourgué une vraie-fausse montre qui avait pourtant l'allure d'un objet de collection. Une montre mécanique avec un joli bracelet, qui n'était pas en réalité aussi authentique que je le pensais et comme le jurait le marchand. Une montre de poignée, d'une marque bien connue dans le monde de l'horlogerie. Mais en réalité, après l'avoir examinée, j'ai eu un petit doute. Sur-le-champ, avec le coup de cœur, je n'ai vu que du feu. Une belle montre, en apparence de bonne qualité, qui faisait des tic-tacs comme toutes les montres qu'on trouve dans les magasins. Une montre de belle taille avec un beau cadran enjolivé avec des chiffres romains et avec plein de couronnes pour régler la mécanique. Une copie habilement réalisée mais qui sentait le toc et qui ne valait pas un clou rouillé.

La transaction scellée et la montre dans la poche, j'étais impatient de retourner chez moi pour admirer et revisiter ma montre pour chasser les doutes «check» qui me rongeaient l'esprit. En effet, ma joie ne dura qu'un court laps de temps. Arrivé chez moi, ce que je redoutais fut confirmé après avoir examiné le fond de la montre. «Ya m'zawek men bara, wech hallek men dakhel !» (Toi l'enjolivé de l'extérieur, comment es-tu de l'intérieur ?). Une solide montre accrochée au poignet, c'est très utile dans la vie, pour ne pas gâcher son temps dans l'errance et l'oïveté. Tous les marchands de la terre ne sont pas

tous honnêtes et tous les pays du monde ne sont pas tous respectueux des droits de la propriété intellectuelle. Dans le présent, le faux s'est répandu et

a inondé les pays comme une traînée de poudre. Le faux est omniprésent et il se remarque à l'œil nu, il s'étale ouvertement au su et au vu de tous.

Les faussaires de l'histoire sont aussi des fossoyeurs, ce sont de grands menteurs qui n'ont pas peur de rendre des comptes. Les faussaires vendent du vent et sèment des produits douteux au sein des populations dépitées. Le faux a pris le devant et rien ne va plus. L'histoire est racontée faussement et ne tient pas la route de la réalité. Toi, le « m'zawek men bara... faux tu es et faux tu resteras pour toujours ! ».

Le faux est un mal qui ronge les sociétés et qui les détruit dans leur probité. Le faux, il faut le combattre. Il faut l'ététer pour s'en débarrasser à tout jamais. Le monde du faux se porte bien dans les pays pleins de corrompus. On trouve une multitude de faussaires qui prospèrent sans le moindre souci. Devant la loi, tout faussaire est fautif. Le trafic de faux billets de banque fait fureur dans les rubriques des faits divers. Le faux et usage de faux en documents n'a pas de limite aussi. Les fake news ont pris le relais du téléphone arabe. Les faux braves pullulent dans les rues et sur le web. Les fausses alertes nous abrutissent. Les fausses notes, alors là, il n'y a pas photo. Les fausses vérités font le plein dans un pays en manque de vérité...

Syndicat des praticiens de santé publique Appel à inscrire Covid-19 et «burn-out» comme maladies professionnelles

M. M.

Le bureau national du Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP), réuni dimanche dernier par vidéoconférence, appelle à «inscrire sur le tableau des maladies professionnelles l'atteinte par le Covid-19 et le syndrome du burn-out».

Cette réunion virtuelle consacrée à l'examen des rapports des bureaux de wilaya «au sujet de la situation épidémiologique» dans le pays et à «évaluer l'état d'avancement» des «revendications socioprofessionnelles», indique un communiqué du SNPSP. Pour le syndicat, «la situation sanitaire dans notre pays est toujours inquiétante et nécessite une meilleure coordination dans sa gestion et des mesures concertées plus rigoureuses dans leur application». «Les rapports fournis par les structures du SNPSP font état d'un nombre important de praticiens médicaux atteints par le Covid-19 dans plusieurs wilayas du pays», note le communiqué du bureau national qui affirme «son mécontentement devant la dégradation des conditions de travail» et «demande à l'administration de tutelle d'assumer sa respon-

sabilité envers les professionnels de la santé en mettant à leur disposition tous les moyens de protection nécessaires à un exercice sécurisé». Le syndicat réclame également des «moyens de dépistage du Covid-19 au profit des personnels soignants et de leurs entourages» ainsi que la mise en place d'un «circuit de prise en charge spécialement dédié aux praticiens médicaux contaminés». A propos de la «prime exceptionnelle temporaire 'spéciale Covid-19'», le SNPSP «demande au ministère de tutelle de classer définitivement ce dossier en octroyant cette prime à l'ensemble du personnel de la santé dans les plus brefs délais et de proroger son versement éventuel comme stipulé dans l'article 2 du décret exécutif n° 20-79 du 31 mars 2020». Concernant la plateforme des «revendications du SNPSP», le bureau national «dénonce la lenteur» dans leur prise en charge et «l'absence flagrante de coordination entre les différentes directions centrales du MSPRH». «Par ailleurs, le SNPSP attend toujours la réaction des services du Premier ministère suite à la lettre adressée à Monsieur le Premier ministre en date du 10 mai 2020», note le communiqué. Le

SNPSP rappelle que dans sa lettre adressée aux services du Premier ministère, il était question de «la nécessité de mettre en place une dérogation pour la transformation automatique de postes budgétaires, permettant ainsi un passage massif au grade de praticien «en chef» et de praticien «principal» au profit des praticiens médicaux généralistes de santé publique concernés au titre de l'année 2020». Aussi, le SNPSP «réitère l'urgence de la prise en charge du dossier de la classification des diplômes de doctorat en médecine dentaire et de doctorat en pharmacie en souffrance depuis l'année 2012», ainsi que «l'instauration d'une fonction publique propre au secteur de la santé afin de répondre plus efficacement aux particularités et aux spécificités des modes d'exercice et des revendications des différents corps professionnels du secteur». A propos de «la restriction, voire le gel des postes budgétaires décidé par le MSPRH (note n°506/MSPRH/SG du 02 juin 2020)», le SNPSP affirme déplorer cette décision «qui va retentir négativement sur les conditions de travail et la progression de carrière des personnels de la santé tous corps confondus».

Modalités de reprise du travail à Air Algérie

Le syndicat des techniciens de maintenance dénonce

Houari Barti

Le Syndicat national des techniciens de maintenance avions (SNTMA) de la compagnie aérienne Air Algérie a vivement réagi, hier, à une note interne émanant de la Direction des structures à l'adresse des travailleurs, notamment, selon le président du SNTMA, M. Kamel Daoui, «dans son volet privilégiant l'option des congés anticipés forcés». Une option, a-t-il dit, qui est en contradiction avec les dispositions de la convention collective. Dans un communiqué portant le numéro 08/2020, daté de lundi, le SNTMA se dit en effet «surpris» et dénonce les «propos rapportés dans la note interne adressée aux travailleurs Réf. 554/DMRA/2020, du 22/06/2020». «Comme il a été clairement mentionné dans le communiqué N°07/20, le SNTMA avait mis sur la table toutes les préoccupations des travailleurs du technicien, concernant les modalités de la re-

prise du travail post-confinement, et a insisté sur le fait que toutes les décisions que prendra l'employeur devraient être en accord avec le décret N°20-159 du Premier ministre sur consultation et accord du président de la République», lit-on dans le communiqué du SNTMA.

La même source affirme, par ailleurs, que le SNTMA attend toujours une réponse «à la demande d'audience introduite auprès des services du PDG» pour trouver «une solution à ces problèmes étant donné que la réunion du 21/06/2020 n'a abouti à aucun résultat». Le SNTMA insiste, par ailleurs, sur le fait que «les décisions citées dans cette note aux travailleurs (...) sont en totale contradiction avec les articles 229 et 230 de la convention collective».

Le syndicat tient, en outre, à préciser qu'il «ne s'oppose à aucune directive venant de l'employeur, mais à la seule condition qu'elle soit en total accord avec ce qui a été énoncé par les plus hautes

autorités, à savoir le décret N°20-159 du Premier ministre sur consultation et accord du président de la République ainsi que la convention collective».

Dans un précédent communiqué, rappelle-t-on, le Syndicat national des techniciens de maintenance avions (SNTMA) de la compagnie aérienne Air Algérie avait décrié ce qu'il avait qualifié comme «exclusion des partenaires sociaux par la direction générale de cette compagnie, dans l'élaboration du plan de mise en navigabilité de la flotte et la non-prise en considération des propositions formulées par le syndicat, lors de la réunion du 14 juin en cours».

Le syndicat, qui avait regretté l'indisponibilité du transport du personnel pour les techniciens de maintenance, avait reçu des assurances, lors de la réunion du 14 juin en cours, pour la mise en congés exceptionnels des travailleurs non véhiculés pour une durée allant jusqu'à la fin du mois.

Hocine Senoussi n'est plus

Le Colonel à la retraite de l'Aviation algérienne et membre du Ministère des liaisons générales (MALG), Hocine Senoussi, est décédé mardi à l'hôpital Ain Naadja d'Alger des suites d'une longue maladie, a appris l'APS auprès de ses proches. Connu pour être parmi les premiers pilotes de l'Armée de libération nationale (ALN), formé pendant la Guerre de libération nationale, le Moudjahid Hocine

Senoussi s'est vu, de part son professionnalisme avéré, confier des missions de combat en Tunisie, durant la guerre de libération, et au Moyen Orient durant la période post-indépendance. On retiendra également qu'il a été le Directeur général de l'Office de Riadh El Feth (Oref) à la fin des années 1980, juste après la construction de Maqam Echahid (sanctuaire du martyr), monument surplombant la

baie d'Alger. Le ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a présenté, en cette douloureuse occasion, ses sincères condoléances et son profond regret à la famille du défunt, priant Dieu de lui accorder sa miséricorde et de l'accueillir en son vaste paradis. Le défunt Hocine Senoussi sera inhumé mercredi au cimetière d'El Alia, à Alger, après la prière du Dohr.

Interrompu à la suite du décès du frère de Ahmed Ouyahia

Le procès de Haddad reprend

Interrompu suite au décès de Laïfa Ouyahia, frère et avocat de l'ancien premier ministre Ahmed Ouyahia, le procès de Ali Haddad, a repris hier au tribunal de Sidi M'hamed à Alger. Hier encore la défense de Ahmed Ouyahia a demandé un nouveau report du procès, mais le juge en charge de l'affaire n'a pas accédé à la

demande. Dans cette affaire, sont poursuivis Ali Haddad et des membres de sa famille, les deux ex Premier ministres Abdelmalek Sellal et Ahmed Ouyahia, les anciens ministres Amar Ghoul, Boudjemaa Talai, Abdelkader Kadi, Abdelghani Zaa-lane, Abdesslem Bouchourab, Mahdjoub Bedda, Youcef Yousfi, Amara Benyounes

et d'autres cadres supérieurs. Les accusations portent sur l'obtention indue de marché publics dans les secteurs des travaux publics, l'hydraulique ainsi que de foncier agricole et industriel en plus de le financement de la campagne électorale de Bouteflika pour le cinquième mandat.

R. N.

Tizi-Ouzou

Un adolescent meurt noyé

Un adolescent a perdu la vie par noyade lundi soir au niveau de la plage Tazaghart dans la commune d'Azeffoun au Nord de Tizi-Ouzou, a-t-on appris mardi de sources locales.

Le jeune garçon âgé de 16 ans a été repêché inconscient et en état critique par des citoyens et transféré par les éléments de la protection civile à l'établis-

sement public hospitalier (EPH) de la ville où il a rendu l'âme alors qu'un autre garçon âgé de 10 ans qui était en sa compagnie, et repêché, lui, conscient, a eu la vie sauve.

Pour rappel, les plages au niveau de la wilaya ont été interdites à la baignade jusqu'à nouvel ordre depuis le 1er de ce mois de juin en cours par mesure

de prévention contre la propagation de la pandémie de coronavirus. Par ailleurs, une personne est décédée et 05 autres ont été blessées lors d'un accident de la circulation survenu mardi matin, au niveau du lieu-dit Chaoufa, dans la commune d'Ait Zellal à l'Est de Tizi-Ouzou, a-t-on appris auprès de la protection civile.

Chronique ÉCONOMIQUE

Akram Belkaïd, Paris

Pas touche aux GAFAM

Cela devait être la grande réforme de l'année, celle qui aurait démontré le retour en force des États face aux multinationales. Selon le calendrier initial, les membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) devaient adopter en octobre prochain un texte en deux axes permettant de taxer les entreprises transnationales dans tous les pays où elles vendent leurs produits et services (et pas simplement dans les pays où elles ont une présence administrative). Le second axe prévoyait quant à lui un «taux minimum de 12,5%» destiné à compenser le manque à gagner provoqué par le fait que telle ou telle multinationale est installée dans un paradis fiscal.

Refus américain

Cette réforme aurait donc dû apporter une première réponse au fait que les grandes entreprises du numérique ont développé un savoir-faire sans égal pour payer le minimum d'impôts. Mais c'était compter sans le revirement de l'administration américaine qui a demandé à ses partenaires britannique, espagnol, français et italien «la suspension» de la réforme. Demander n'est d'ailleurs pas le bon terme puisque Washington a clairement indiqué que toute taxation qui serait tout de même mise en place par les autres membres de l'OCDE entraînerait des «sanctions» sous la forme de nouvelles taxes douanières. Bonjour l'humiliation...

Cette bataille autour de la taxation – sans oublier les questions juridiques liées aux positions monopolistiques des géants de l'Internet – n'est pas anecdotique. Cela préfigure de ce que seront les relations entre États et ces acteurs qui ont le vent en poupe. Prenons un exemple : la valeur boursière des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) atteint 5 800 milliards de dollars soit 25% du poids de l'ensemble des cinq cent valeurs constituant l'indice S&P 500, le plus représentatif de l'économie américaine. Depuis le début de l'année, et plus encore, depuis la pandémie de Covid-19, ces multinationales tirent leur épingle du jeu comme le montre la progression constante de leurs titres en Bourse.

Autrement dit, taxer de manière équitable ces machines à cash et à dividendes n'est pas anormal. En Afrique, ces entreprises paient peu d'impôts alors que leurs chiffres d'affaires sont en constante hausse. La question est donc simple : pourquoi les États-Unis refusent-ils une telle réforme ? La réponse est tout aussi claire : le lobbying des GAFAM est une machine implacable. Certes, il arrive que ces entreprises connaissent des déboires, à l'image de Google et du procès qui lui pend au nez pour abus de position dominante. Mais, encore une fois, nombre d'États attendaient beaucoup du nouveau texte afin de contenter des opinions publiques lasses de voir les transnationales échapper aux impôts. Les GAFAM ont su mobiliser leurs soutiens politiques et faire dérailler le processus.

Des entreprises patriotiques ?

Reste une autre question. Pourquoi les États continuent-ils à aider les multinationales ? Les GAFAM sont-elles des entreprises américaines ou se sont-elles émancipées depuis longtemps de toute logique nationale ? Une vision ancienne pousse à considérer qu'une multinationale est un champion national qui mérite toutes les aides y compris diplomatique. Un jugement plus contemporain oblige à y regarder de près, notamment en termes de créations d'emplois, de rapatriements de bénéfices et de niveaux de délocalisation. Autrement dit, pour reprendre une expression de la vieille économie (elle concernait General Motors), ce qui est bon pour les GAFAM n'est pas forcément bon pour l'Amérique. En matière d'économie, la notion de patriotisme est toujours à relativiser.

23 morts sur les routes en une semaine

Vingt-trois (23) personnes sont mortes et 1531 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus durant la période du 14 au 20 juin courant à travers le territoire national, a indiqué hier un bilan hebdomadaire de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de

la wilaya de M'Sila avec deux (2) personnes décédées et 40 autres blessées suite à 25 accidents de la route, précise la même source. En outre, les mêmes services ont effectué, durant la même période, 2957 interventions pour procéder à l'extinction de 2396 incendies urbains, industriels et autres.

BOUIRA

Un mort et trois blessés dans un accident de la route

Farid Haddouche

Les éléments de la Protection civile de l'unité secondaire de la daïra d'Ain Bessem située à 25 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya, sont intervenus, avant-hier, vers 21h, dans un accident de la circulation qui s'est produit sur la RN18. L'accident est survenu au lieu-dit Haouch Aouf Amar, dans la commune de

Bir Ghalou, où une voiture a chassé de la route en faisant plusieurs tonnes. Il est à déplorer la mort d'une fillette âgée de 10 ans, et des blessures à 3 autres personnes dont l'âge est compris entre 8 et 43 ans.

Ces dernières ont été évacuées aux urgences du Centre hospitalier d'Ain Bessem et la dépouille fut déposée à la morgue de la même structure hospitalière.

ALGER

Saisie de 41 capsules de cocaïne, 2 arrestations

Les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé à l'arrestation de 2 suspects et à la saisie de 41 capsules de cocaïne, dans une affaire de détention et de trafic de drogues dures et de psychotropes, a indiqué lundi un communiqué de ce corps sécuritaire. «Agissant sur informations faisant état d'un individu s'adonnant au trafic de drogues, tous types confondus, les éléments de la police judiciaire, relevant de la Sûreté de la circonscription administrative de Bir Mourad Rais ont mis en place un plan bien ficelé ayant permis son arrestation, alors qu'il s'apprêtait à vendre de la drogue à une autre personne», précise le communiqué.

«Après avoir soumis les deux suspects à la fouille corporelle, les éléments de la police ont saisi 2 capsules de cocaïne». Après délivrance d'un mandat

de perquisition du domicile du principal mis en cause, les mêmes services ont saisi 37 capsules de drogue dure (grand volume), 4 capsules (petit volume), un morceau de cannabis (2,5g), 4 comprimés psychotropes, 2 injections et 2 bouteilles contenant une poudre blanche.

A l'issue des investigations, il s'est avéré que le principal suspect se procurait de la drogue dure auprès d'un autre individu qui a été identifié et dans le domicile duquel, la police a saisi 24 comprimés psychotropes, un montant de 20 millions de centimes. Ce dernier est toujours en fuite. Après finalisation des procédures judiciaires, les 2 mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent qui a ordonné leur placement en détention provisoire, conclut le communiqué.

EL TARF

Les agriculteurs entament la campagne de la tomate

A. Ouélia

La campagne de la tomate industrielle qui commence d'habitude vers le 10 juillet, de chaque année, débutera 11 jours avant cette date, soit le 28 juin, sur insistance des agriculteurs, durement éprouvés par le mildiou, maladie qui a eu raison d'environ 500 ha, dans les plaines de Dréan, Cihani, Besbes, Zérizer et Asfour. Les agriculteurs qui ont effectué des traitements ont permis de réduire drastiquement les pertes. Contacté, le président de la Filière tomate, dira qu'il a dû faire le tour des conserveries afin qu'el-

les entament cette campagne plutôt que prévu, car la tomate est arrivée à maturité dans de nombreux lieux de cultures. Les surfaces consacrées à cette culture ont été revues à la baisse, soit 5.000 ha au lieu de 5500. Les pertes subies par les agriculteurs qui n'ont pas pu traiter leurs cultures, sachant que le coût de l'hectare traité revient à 70 millions de cts, ont été considérables. Pour beaucoup, cet impondérable de la nature pour lequel, ils ne peuvent même pas souscrire une assurance car considéré comme non catastrophe naturelle, a ruiné certains d'entre eux.

Session Cour d'appel : 46 affaires enrôlées

Pas moins de 46 affaires criminelles ont été enrôlées à la Cour d'appel d'El Tarf, au titre de la session 2020, a-t-on appris lundi de sources judiciaires. Impliquant plus de 110 prévenus, ces affaires ont trait, entre autres, à l'association de malfaiteurs, trafic de drogue, attentat à la pudeur, homicide volontaire avec préméditation, incendie de biens d'autrui, vol avec effraction, trafic de faux billets étrangers et

coups et blessures ayant conduit à un handicap à vie, a ajouté la même source. Cette session se déroulera dans le respect strict des mesures de prévention, notamment le port de masques de protection et la limitation du nombre de personnes à l'intérieur des tribunaux, lors du déroulement des procès, et ce, en vue d'endiguer la propagation du coronavirus Covid-19, a tenu à rappeler la même source.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

02 dhou el qida 1441

El Fedjr
03h39

Dohr
12h51

Assar
16h42

Maghreb
20h14

Icha
21h55



TÉBESSA

Trafic de drogue et vol, des arrestations et des condamnations

Ali Chabana

Impliqués dans une affaire de cambriolage, 4 individus ont été arrêtés par la police de Bir El Ater, dans le sud de la wilaya de Tébessa. Les mis en cause, âgés de 21 à 39 ans, ont été présentés devant le tribunal de la localité. Deux ont été

écroués et les deux autres placés sous le contrôle judiciaire, pour constitution d'association de malfaiteurs et vol qualifié. Les policiers ont pu récupérer certains objets volés, ainsi qu'une importante quantité de tabac de contrebande, retrouvée dans le local de commerce de l'un des voleurs, sans facture

ni registre de commerce, a-t-on indiqué de source sécuritaire. Par ailleurs et selon la même source, la police de Chéria a interpellé 2 personnes âgées de 24 et 28 ans), impliquées dans la vente illicite de drogue et psychotropes. Elles ont été condamnées à des peines de 1 et 3 ans d'emprisonnement.

SOUK AHRAS

Six conventions pour l'évacuation des déchets ménagers

Six conventions de partenariat ont été conclues, lundi, entre l'Etablissement public d'hygiène urbaine et de la Protection de l'environnement (Epic-HUPE) et plusieurs communes de la wilaya de Souk Ahras, pour la collecte et l'évacuation des déchets ménagers, aux centres d'enfouissement technique (CET). L'objectif de ces accords, qui seront «bientôt» généralisés dans d'autres communes, est de «préserver l'hygiène urbaine en sus de l'éradication des décharges anarchiques qui constituent un danger pour l'environnement et les sources d'eau naturelles», a indiqué, en marge de la cérémonie de signature de ces con-

ventions, organisée au siège de l'établissement public à caractère industriel et commercial, le directeur général de cette entreprise, Mohamed-Amine Bensoltane. Au titre de ces accords conclus avec les communes de Mechroha, Hanancha, Souk Ahras, Taoura, Merahna et Sedrata, l'EPIC HUPE est appelée à collecter et évacuer les déchets ménagers durant des heures déterminées vers le Centre d'enfouissement technique (CET) du chef-lieu de wilaya, et le placement des bacs d'ordures dans les quartiers et cités, tout près du nettoyage des boulevards principaux, a fait savoir le même responsable. Aussi, il a été convenu d'assu-

rer l'entretien de l'éclairage public et les routes, l'aménagement des espaces verts et les jardins publics, l'établissement de l'éclairage artistique, la réfection des trottoirs, ainsi que le nettoyage des espaces publics et des quartiers, a-t-on signalé.

Afin de concrétiser ses missions, cet établissement, créé fin 2018, a bénéficié d'une enveloppe financière de 315 millions de DA pour l'acquisition de 18 camions d'une capacité de 3,5 tonnes, 2 camions bennes de 5m³, un grand rétro-chargeur, 3 camions d'une capacité de 20 tonnes chacun, 650 conteneurs et 20 grands conteneurs destinés aux quartiers à grande densité démographique.

MILA

Vers le désenclavement de 4 zones d'ombre à Tadjanet

Un projet de réalisation d'une route devant désenclaver 4 zones d'ombre, dépendant de la commune de Tadjanet (sud de Mila), sera réceptionné «prochainement», a-t-on appris lundi, du président de l'Assemblée populaire (APC), de cette collectivité locale, Adel Bougarne.

La réalisation de cette route de 4 km «tire à sa fin» et ne reste de ce chantier que les travaux de bitumage, a fait savoir le même élu, précisant qu'une fois ouverte «avant la fin du mois en cours», la nouvelle route permettra de raccorder les mechtas Bouslam 1, Bouslam 2, El-Fessikh et El-Djahli, classées zones

d'ombre. Rappelant les désagréments au quotidien auxquels faisaient face plus de 5.000 habitants de ces régions dans leurs déplacements, en raison de la détérioration de l'unique route existante, M. Bougarne a indiqué que cet axe routier réalisé dans le cadre du programme communal de développement (PCD) a nécessité un investissement de 30 millions de DA. Selon le même élu, un projet de raccordement de ces 4 mechtas au réseau du gaz naturel sera lancé «incessamment» dès la finalisation des procédures d'usage, en attendant, a-t-il ajouté l'inscription d'un autre pro-

jet de réalisation d'un réservoir d'eau pour améliorer l'alimentation des habitants de ces mechtas en cette substance vitale. Ces projets de développement, une fois concrétisés, permettront l'amélioration du cadre de vie des populations de ces zones d'ombre et répondront à leurs aspirations notamment en matière d'alimentation en eau potable (AEP) et disponibilité de réseaux d'assainissement, selon la même source.

Cette collectivité locale a recensé 23 zones d'ombre dont les préoccupations des citoyens seront transmises aux instances concernées, a fait savoir le même élu local.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Une caravane médicale vers des villages et localités

Une caravane médicale destinée aux villages et localités de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, notamment les zones d'ombre, a été lancée, dans le cadre d'une initiative visant à assurer des services de soins, gratuitement, pour les habitants des régions ne disposant pas de services médicaux, a-t-on appris lundi de la direction locale de la Santé et de la Population. Cette caravane médicale a pour but principal «d'assurer une prise en charge sanitaire pour les habitants des zones d'ombre qui ont souffert de la marginalisation et l'oubli, et contribuer ainsi, à l'allège-

ment de la pression sur les établissements de santé», selon la même source, précisant que les personnes malades bénéficieront, dans ce cadre, de consultations médicales et de diverses analyses. Cette caravane médicale de solidarité composée de médecins généralistes, de spécialistes et paramédicaux sera accompagnée et renforcée par des moyens supplémentaires pour lui permettre d'atteindre toutes les régions enclavées, a-t-on indiqué. Selon la même source, cette caravane médicale de solidarité appuiera les efforts déployés dans le cadre des enquêtes

épidémiologiques concernant le coronavirus et autres maladies ; diabète, cancer et hypertension artérielle. Cette initiative sanitaire offrira des consultations et des traitements, à titre gracieux, pour les cas démunis, avec l'évacuation des cas critiques vers les centres de santé pour radiologie ou hospitalisation, a ajouté la même source. L'intervention de cette caravane de solidarité verra la distribution de masques de protection et l'organisation de campagnes de sensibilisation sur le danger de la propagation du Covid-19, a-t-on informé.

BATNA

Université : un procédé de réutilisation des bavettes ordinaires

Des chercheurs de l'Université Batna-2 ont développé, en laboratoire, un procédé de réutilisation des bavettes ordinaires et médicales de type FFP2, a indiqué lundi, l'ingénieur en hygiène et sécurité industrielle, Mahfoud Nehal, à l'origine de l'idée. Dans une conférence de presse animée au siège du rectorat de l'Université, le même universitaire a relevé que l'initiati-

ve satisfait aux normes de fabrication des masques de protection en coton 100% requises par l'Association française de normalisation AFNOR et permet une réutilisation après un lavage pendant 30 minutes à une température de 60°C dans un lave-linge ordinaire. Il a également indiqué que «des analyses physiques et microbiologiques ont montré que les bavettes FFP2 pouvaient

être réutilisées jusqu'à 4 fois après leur désinfection pendant 20 minutes à 121° C dans des autoclaves».

Les tests, a-t-il ajouté, ont montré que les bavettes grand public en coton pur pouvaient être réutilisées jusqu'à 20 fois après le procédé de lavage et le changement du filtre qui y est placé et y est une simple lingette de dépoussiérage sans alcool disponible sur le marché.

Un chantier à l'arrêt depuis plus de deux années Sit-in des bénéficiaires des 350 logements sociaux de Misserghine

J. Boukraa

En guise de protestations contre le retard enregistré dans la concrétisation du projet 350 logements sociaux locatifs de la commune de Misserghine, les bénéficiaires ont organisé, hier matin, un sit-in au niveau du chantier du projet. Les manifestants, qui dénoncent l'arrêt des travaux au niveau du chantier depuis 2017, interpellent le premier responsable de la wilaya pour se pencher sur leur problème. Selon les bénéficiaires du projet, «une partie de ce projet lancé en 2011 est à l'arrêt depuis septembre 2017». Et d'ajouter «que les pré-affectations ont été distribuées en 2015, mais à ce jour, ils n'ont pas pris possession de leurs logements». «Nous vivons dans des conditions précaires. On ne peut plus supporter cette situation.

Ce projet lancé en 2011 accuse un grand retard». Selon les bénéficiaires du projet, la cadence des travaux est très lente, dira l'un des bénéficiaires. «La majorité d'entre nous sont des locataires chez des particuliers à des prix exorbitants. D'autres, cohabitent avec leurs parents.

On ne peut plus supporter cette situation. Il y a près de deux années, les services de la wilaya ont ainsi décidé la résiliation du contrat avec l'entreprise de réalisation, à savoir Bator, et la désignation d'une nouvelle entreprise qui doit s'engager à respecter les délais de réalisation. Mais sur le terrain, la situation n'a pas changé», précisent les protestataires. Les bénéficiaires du projet de 350 logements sociaux de la commune de Misserghine lancent un appel aux pouvoirs publics, à leur tête le ministre de l'Habitat, et au wali pour lever

les entraves qui freinent les travaux du chantier. «On lance un appel à Monsieur le wali pour trouver une solution à notre problème et accélérer la cadence des travaux». Selon les nombreuses déclarations des responsables locaux, la priorité est de régler les problèmes de retard dans l'achèvement des chantiers des logements sociaux. Depuis quelques années, la wilaya d'Oran a connu une grande dynamique dans la lutte contre l'habitat précaire et la distribution de logements sociaux, notamment depuis 2013. Dans ce cadre, près de 35.000 familles ont été relogées à ce jour à Oran. Dans la continuité de ce programme, près de 17.000 logements publics locatifs (social) sont en cours de réalisation. Une grande partie de ce programme sera attribuée à leurs bénéficiaires avant la fin de l'année prochaine.

SEOR

Des «calendriers larges» pour le règlement des factures de la «période Covid-19»

La Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR) est prête à appliquer des «calendriers très larges» pour les clients particuliers qui trouvent des difficultés à payer leurs factures à cause de la crise sanitaire du Covid-19, a-t-on appris mardi, auprès de cette société.

«Nous sommes prêts à appliquer des calendriers très larges, adaptés à chaque client, pour le paiement des factures en retard à cause de la crise sanitaire du Covid-19, notamment pour les particuliers qui rencontrent des difficultés financières», a indiqué à l'APS le directeur commercial de la SEOR, Abdellah Medjahed. La crise sanitaire liée au Covid-19 n'est pas sans conséquences économiques, et

des retards de paiement des factures liés à ce contexte sont envisageables pour une partie de la population, a-t-il rappelé. «Pour faciliter le mode de paiement au profit de la population, nous avons décidé d'appliquer des calendriers sur mesure et de suspendre les coupures d'eau», a-t-il encore rassuré. Les facilitations concernent uniquement les particuliers, la SEOR n'ayant pas inclus les commerçants et les industriels, note au passage M. Medjahed. Après une fermeture de presque 3 mois, la SEOR a ouvert 19 agences commerciales sur un total de 29 qui couvrent la wilaya d'Oran. Il est ainsi désormais possible de payer ses factures et de faire des demandes pour l'ap-

plication d'un échéancier, a-t-on expliqué, ajoutant qu'il est également possible de faire des recours par rapport aux factures forfaitaires appliquées au cours de la période de confinement. La SEOR a en effet opté, pendant toute la période du confinement, pour une facturation forfaitaire pour éviter le contact avec les clients, et ceux qui estiment que les factures ne reflètent pas leur consommation peuvent s'approcher des agences commerciales de la société pour faire des recours.

Pour travaux de réhabilitation du réseau Suspension aujourd'hui de l'alimentation en gaz naturel à Es-Sénia

Une coupure de l'alimentation en gaz naturel touchera, mercredi prochain, plusieurs cités de la commune d'Es-Sénia (wilaya d'Oran) en raison de travaux de réhabilitation du réseau, a rapporté lundi la Direction de la distribution d'électricité et du gaz d'Es-Sénia. La coupure de l'alimentation en gaz naturel durera de 8 heures du matin à 16 heures de l'après-midi du même jour, a-t-on souligné dans un communiqué. La suspension touchera plusieurs zones, dont le boulevard «Emir Abdelkader», le boulevard menant vers la commune de Sig, «Bordj Belkheir», cités 130 logements sociaux participatifs LSP, 400 et 700 logements OPGI et «HLM».

d'un montant de 26.000 dinars. Il sera présenté au tribunal après enquête. D'autre part, trois individus âgés entre 23 et 28 ans ont été appréhendés par les services de la sûreté de Sidi Chahmi et ceux d'Aïn El Beida. 32 comprimés psychotropes, 7 barres de kif et 28.500 dinars ont été saisis, ce qui porte la quantité totale à 505 comprimés psychotropes, un montant global de 54.500 dinars et du kif traité. Ils seront présentés au tribunal à l'issue de l'enquête.

Un individu arrêté au centre-ville Des munitions et du matériel sensible saisis



Agissant sur la base d'informations, les éléments de la brigade de recherches et d'investigations (BRI2) de la police judiciaire de la sûreté d'Oran sont parvenus à mettre la main sur un lot de cartouches, de matériel sensible de réception et d'arme blanche de catégorie 6. Le

mis en cause âgé de 40 ans achetait et vendait des cartouches pour fusil sans autorisation et a été arrêté en plein centre d'Oran.

La perquisition effectuée dans son domicile a donné lieu à la saisie d'un fusil harpon, deux ceintures pour cartouche, un émetteur et

un récepteur de marque CB Radio Targa, 13 cartouches vides, 10 cartouches pleines de calibre 12 et 16 millimètres. Il sera présenté au tribunal pour détention de matériel sensible sans autorisation et détention de munitions.

K. Assia

Cité «870 logements Cnep» Yaghmoracen Les habitants dénoncent un projet d'aménagement inachevé

D. B.

Après avoir interpellé tous les services concernés à l'APC d'Oran et les correspondances adressées à qui de droit, les habitants de la cité '870 logements Cnep' de Yaghmouracen, sont revenus à la charge, hier, en interpellant le wali d'Oran, pour intervenir et inciter les services concernés pour l'achèvement des travaux du projet d'amélioration de leur cadre de vie. Les habitants ont appelé le chef de l'Exécutif à annuler la réception du projet qu'ils jugent inachevé. Après avoir frappé à toutes les portes et sollicité, à maintes reprises, les responsables concernés, les habitants ont décidé d'opter pour une pétition signée par l'ensemble des résidents et transmise au wali. Une délégation composée des cadres de cette cité a déposé une demande d'audience auprès du premier responsable de la wilaya pour lui exposer, minutieusement, les nombreux problèmes auxquels sont confrontés quotidiennement, des centaines de locataires.

Selon les représentants des habitants qui se sont déplacés, hier, au siège de notre rédaction, dans cette correspondance adressée par les habitants au wali et dont nous détenons une copie, ils invitent ce dernier à se déplacer sur site pour constater la dégradation du cadre de vie des habitants de cette cité. Selon nos interlocuteurs, une enveloppe budgétaire a été débloquée, dans le cadre de l'aménagement urbain et n'a touché qu'une partie de la cité, à savoir les logements sociaux, alors que la cité dite 'Cnep' n'en a pas bénéficiée.

Mersat El Hadjadj et Béthioua Des chantiers en cours passés au peigne fin

K. Assia

Plusieurs projets d'infrastructures publiques ont été inspectés avant-hier par le wali d'Oran, M. Abdelkader Djellaoui, lors d'une visite effectuée dans la commune de Mersat El Hadjadj. Ces installations visant à améliorer le quotidien des habitants sont situées à l'entrée de la ville sur une superficie de 23 hectares, a indiqué la cellule de la communication de la wilaya d'Oran. Parmi ces projets, le futur stade communal dont le taux d'avancement a atteint les 95%, un apport considérable pour développer l'activité sportive au profit des jeunes de la localité. Dans ce registre, des directives ont été données au directeur de la jeunesse et des sports pour contrôler la conformité du sol et s'assurer par la même si les normes en vigueur sont respectées. En matière de santé, une halte a été effectuée à la polyclinique où il a été question de la dotation de tous les équipements afin qu'elle soit fonctionnelle et aussi de recruter le personnel paramédical, les

« Il semblerait que notre cité n'est pas concernée par cet aménagement. Notre revendication est légitime puisque l'entreprise chargée des travaux a procédé au décapage de la voirie à l'intérieur et une partie des arbres a été arrachée avant que les travaux ne s'arrêtent. Pourtant des responsables nous ont assuré que notre cité est incluse dans les travaux. » Lit-on dans cette correspondance.

Les rédacteurs de la correspondance rappellent que toutes les cités mitoyennes ont été prises en charge et d'importants travaux d'aménagement de voirie et de réalisation d'espaces verts ont été réalisés. « C'est à croire que nous sommes des habitants de deuxième ou troisième catégorie. Sinon comment expliquer que toutes les cités, situées à proximité, ont été réhabilitées, au moment même où la nôtre semble laissée en marge. Pourtant, les autorités concernées ont été interpellées, à maintes reprises, mais rien n'a été fait », assurent nos interlocuteurs. Signalons qu'après une attente qui aura duré plus d'une année, des travaux d'aménagement dans les cités 870 et 350 logements, à Maraval ont été lancés. Après plus d'une année de travaux, l'entreprise chargée du projet, a livré un chantier jugé inachevé par les habitants et le comité de quartier. Selon des représentants des habitants, une enveloppe de près de 10 milliards de centimes a été débloquée pour la concrétisation de l'opération. Chapeautée par la division de l'Urbanisme et de la Construction de la commune d'Oran, le projet entre dans le cadre des actions d'embellissement et d'amélioration urbaines.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Tajed Mokhtar, 69 ans, Arzew
Fertasse Jillali, 78 ans, El-Barki
Bensehila Kadda, 76 ans, Mascara
Jilali Hmida Abdallah, 87 ans, HLM

Horaires des prières pour Oran et ses environs

02 dhou el qâda 1441

El Fedjr 04h00	Dohr 13h06	Assar 16h55	Maghreb 20h27	Icha 22h05
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



TLEMCEM

Covid-19 : la recrudescence des contaminations inquiète



Khaled Boumediene

La chef du service des maladies infectieuses du CHU de Tlemcen, Pr. Benchouk Samia, a estimé que «la situation épidémique au bloc 470 du CHU de Tlemcen est très préoccupante et que le bilan de l'épidémie de coronavirus est de nouveau en hausse ces derniers jours après la levée du confinement partiel et l'ouverture des multiples commerces et des transports». Intervenant lors d'une journée d'études consacrée au Covid-19 à l'EPH de Seb-dou, Mme Benchouk a précisé que «le bloc 470 du CHU de Tlemcen, d'une capacité d'accueil de 90 lits, compte actuellement près de 118 patients alors que ce chiffre ne dépassait guère la cinquantaine avant la levée du confinement. Le virus circule activement. Rien que ces trois derniers jours, nous avons accueilli plus de 40 patients pour leur prise en charge par les équipes médicales et paramédicales spécialisées dans les maladies infectieuses, de pneumologie et de médecine interne. La plupart des malades testés par des images scano-graphiques puis par l'Institut Pasteur d'Oran sont des cas confirmés. Cette situation a compli-

qué la tâche des équipes soignantes de garde qui ont été obligées de réadapter leur manière de travailler à cause de l'augmentation des malades et l'approvisionnement insuffisant en équipements de protection et autres consommables qu'on doit renouveler quotidiennement. La charge de travail s'est intensifiée et il y a une pénurie de tout et on suit les stocks au jour le jour. On essaie de rationner un petit peu tout, en utilisant le moins possible tout en protégeant correctement le personnel qui travaille au contact des malades. Et puis en rationalisant le matériel tout en s'assurant que les malades ont les soins les plus optimaux. On est aussi confrontés aux difficultés d'oxygénation pour certains patients ayant besoin de respiration car on a rajouté d'autres lits dans plusieurs chambres». La professeure a par ailleurs lancé un appel en direction de la population contre cette épidémie de Covid-19 qui a connu un tournant ces derniers jours. «Il y a un grand risque de contacts avec des cas confirmés en cette période de relâchement. Je demande à la population d'éviter les regroupements et les déplacements inutiles, d'appliquer les gestes barrières et mesures de distan-

ciation et se laver les mains plusieurs fois par jour avec de l'eau et du savon liquide ou utiliser une solution hydroalcoolique. Les citoyens peuvent se saluer sans se serrer les mains et sans embrassades pour éviter toute propagation du virus surtout les personnes âgées et les malades chroniques qui sont très fragiles. Les personnes présentant des symptômes grippaux devront se soumettre à un isolement au niveau de leurs domiciles et de contacter les urgences en cas de complications». Selon les chiffres présentés par la professeure Benchouk, la wilaya de Tlemcen enregistre près de 551 patients Covid-19 (dont 477 au bloc 470 du CHU de Tlemcen). 55% de patients atteints sont de sexe féminin. Les personnes âgées de 40 à 50 ans sont les plus touchées par le Covid-19, soit 18,8%. Près de 88 personnes malades HTA présentent une comorbidité et 75 autres ont le diabète. Le nombre total de PCR effectué est de 487 (dont 258 PCR positifs).

A noter que la commune de Tlemcen occupe la première place avec plus de 150 cas (25%). Elle est suivie de la commune de Béni-Mester avec 102 cas (17%) et de Mansourah avec 57 cas (10%).

MOSTAGANEM

En finir avec les rejets des eaux usées en mer

Les centres d'enfouissement technique seront reconvertis progressivement en complexes spécialisés dans le tri, le recyclage et le traitement de divers types de déchets, en plus de leur fonction initiale, a indiqué lundi à partir de Mostaganem la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Nassira Benharrats. «Ces centres effectueront le tri sélectif des déchets et devront acquérir des incinérateurs pour traiter les déchets spéciaux, en plus d'équiper l'unité de compost organique ce qui contribuera à prolonger la durée de leur exploitation et offrira des opportunités aux jeunes d'investir dans le domaine de métiers propres, en particulier le recyclage», a souligné la ministre lors de l'inauguration du centre d'enfouissement technique de la ville de Mostaganem, dans la région d'El Hachm, en compagnie du ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Hacene Mermouri. Nassira Benharrats a fait savoir que

le traitement des déchets nécessite une approche participative avec les collectivités locales pour que les centres d'enfouissement technique aillent au-delà de leur fonction de base à des emplois plus économiques et amis de l'environnement. Ce centre d'enfouissement technique des déchets comprend une station d'épuration et de traitement des filtres à déchets d'un coût de 200 millions DA et un tri (199 millions DA), un incinérateur de déchets spéciaux et une unité de compost en cours de réalisation, ainsi que deux tranchées d'une capacité totale de 455.000 mètres cubes, selon les explications fournies par les responsables du secteur. Concernant les rejets anarchiques des eaux usées en mer, la ministre a affirmé que «la wilaya de Mostaganem a réussi à éradiquer 14 sur 16 points de déversement répartis le long du littoral, en attendant la prise en charge, l'an prochain, d'un autre à Ouled Boughalem et la réalisation d'une station de traitement des

eaux usées en 2022. Une enveloppe de 7,2 milliards DA a été consacrée dans la wilaya de Mostaganem à l'éradication définitive de tels points noirs depuis 2006, notamment en réalisant des stations de collecte et de traitement des eaux usées, de protection de la zone de Kharouba et d'aménagement de Oued Ain Sefra, a fait savoir le directeur de wilaya des ressources en eau, Moussa Lebgaâ.

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables a présidé, en compagnie du ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Hacene Mermouri, le lancement de la «Campagne nationale de nettoyage des plages» à la plage «Cloviss» dans la commune de Benabdelmalek Ramdane, initiée en coordination avec les associations actives dans le domaine de l'environnement. Mme Benharrats a également donné le coup d'envoi de l'opération nationale de surveillance des eaux de mer pour cette saison.

CHLEF

Un nouveau DG pour le port de Ténès

Bencherki Otsmane

Le Conseil d'administration de l'entreprise portuaire de Ténès a désigné M. Hadji Mohamed en qualité de Directeur général, a indiqué la direction générale du groupe Serport dans un communiqué. L'ex-DG, Kouider Grabsia, a occupé le poste plus de cinq ans. Hadji Mohammed a occupé auparavant plusieurs postes de responsabilité, notamment comme officier au port puis directeur de la sécurité intérieure PFSO (Port fa-

cility security officer ou agent de sûreté de l'installation portuaire). Le nouveau DG du port est titulaire d'une licence en droit, d'un diplôme d'officier puis d'un autre de l'INPED (Institut National de la Productivité et du Développement Industriel).

M. Hadji Mohamed a été chargé de présenter un plan d'action pour la relance des projets en souffrance et l'amélioration des activités, notamment en cette période de crise sanitaire où le trafic portuaire a connu une baisse drastique.

TIARET

Le nouveau vice-recteur installé

El-Houari Dilmî

Un nouveau vice-recteur, chargé des relations extérieures, de la coopération, de l'animation de la communication et des manifestations scientifiques, a été officiellement installé dimanche lors d'une cérémonie tenue au siège du rectorat et présidé par le directeur de l'université «Ibn Khaldoun», M. Mimouni Abdenebi.

Le nouveau vice-recteur, M. Kouadria Mustapha, ancien chef de département à la faculté des sciences de la nature et de la vie, remplace à ce poste M. Kada Lahcene. Depuis son installation en septembre dernier, le nou-

veau recteur a procédé à plusieurs changements au niveau des facultés et postes d'encadrement de l'université «Ibn Khaldoun». Pour près de 30.000 étudiants et 1.000 enseignants, l'université «Ibn Khaldoun» de Tiaret compte huit facultés (Faculté des Lettres et des Langues - Faculté des Sciences de la Nature et de la Vie - Faculté des Sciences Commerciales - Faculté des Sciences et la Technologie - Faculté de Droit et Sciences Politiques - Faculté des Mathématiques et Informatique - Faculté des Sciences de la Matière) et deux instituts nationaux dont l'institut vétérinaire.

80 véhicules anti-incendie livrés à la DGF

Une troisième livraison de quatre-vingts (80) véhicules anti-incendie et véhicules de transmissions a été effectuée lundi par la Société algérienne de fabrication de véhicules (SAFAV) de Mercedes-Benz de Aïn Bouchekif, au profit de la Direction générale des forêts (DGF).

Cette livraison au lieu en présence d'une délégation conduite par le directeur général des forêts, M. Mahmoudi Ali, et de cadres de la société «SAFAV» et de la Conservation des forêts de la wilaya

de Tiaret. Des représentants des wilayas devant prendre possession des véhicules livrés ont également pris part à la cérémonie. La conservation des forêts de la wilaya de Tiaret est engagée dans de grands projets tels la plantation d'un million d'arbres, la reconstruction des massifs forestiers, l'aménagement de pistes forestières, ou encore la réalisation de la «Promenade des bois» au cœur de la magnifique pinède, sur les hauteurs de la ville de Tiaret.

El-Houari Dilmî

BECHAR

Une femme arrêtée en possession de psychotropes

Une femme présumée dealer âgée d'une trentaine d'années en possession de 388 comprimés psychotropes a été arrêtée par les éléments de la brigade de lutte contre la drogue, relevant de la police judiciaire (PJ) de Bechar, a-t-on appris auprès de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de cette wilaya.

L'arrestation de cette femme et ses complices (deux hommes), également âgés d'une trentaine d'années, a eu lieu après l'exploitation de renseignements faisant état de ses activités illégales de détention et

de la vente illégale de psychotropes, à partir de son lieu de résidence à Bechar, a-t-on précisé. La perquisition du domicile de cette femme a permis la découverte de la quantité de psychotropes et un montant de 8.000 DA, produit de la commercialisation illégale des psychotropes de différentes marques et dosages, a-t-on expliqué.

Les trois individus seront incessamment présentés devant le procureur de la République près du tribunal de Bechar pour détention illégale de psychotropes dans le but de leur commercialisation, a-t-on signalé.

Réguler en temps de pandémie

LONDRES – Les années suivant la crise financière mondiale de 2007-09 ont été caractérisées par une orgie de réglementation par les organismes de contrôle financier du monde entier pour faire face aux faiblesses mises en évidence par les bouleversements. De manière importante, un Conseil de stabilité financière (FSB) renommé et renforcé, faisant rapport lors d'une série de sommets du G20, a supervisé le processus de re-régulation.



PAR HOWARD DAVIES

Président de la Royal Bank of Scotland

En dépit de l'impact économique des mesures et de la complexité de l'élaboration de règles répondant aux besoins des différents systèmes financiers, un degré remarquable de cohérence a été atteint. Alors que les États-Unis n'ont jamais pleinement mis en œuvre le cadre de Bâle 2, celui de Bâle 3 – avec, par exemple, un relèvement des réserves obligatoires – a fait son chemin, sous une forme plus ou moins reconnaissable, dans les recueils de règles de tous les différents régulateurs bancaires américains.

Cette fois-ci est différente. De nombreux changements réglementaires ont été introduits dans le monde au cours des deux derniers mois, naturellement à la hâte, quand les décideurs nationaux ont répondu à la crise Covid-19 au moyen de mesures visant à maintenir les flux de crédit aux secteurs économiques touchés.

Malheureusement, les signes de coopération internationale sont peu nombreux. Il n'y a eu aucun sommet d'urgence. Les régulateurs n'ont pas convergé vers la Suisse pour y participer à des sessions pour rédiger, jusqu'au bout de la nuit et à grand renfort de röstis, des amendements aux règles et directives du Comité de Bâle. Peut-être que les superviseurs ont pratiqué des réunions Zoom depuis leurs chambres d'amis respectives. Nous n'en savons rien. Mais les mesures annoncées ont certainement été fragmentaires.

Les modifications apportées à ce jour sont-elles largement cohérentes d'un pays à l'autre, ou le consensus international forgé par le FSB commence-t-il à s'effiloche ?

Pour la plupart, ce que nous avons vu n'est pas une nouvelle orgie de réglementation, mais plutôt un feu de joie de contrôles. L'Institute of International Finance a laborieusement recensé 312 initiatives, et compte toujours. La plupart relève de l'une des trois catégories suivantes : modification des exigences de fonds propres, conseils concernant les provisions pour pertes sur créances, contrôles sur les dividendes et autres distributions de capital comme les rachats d'actions.

Les modifications apportées aux exigences de fonds propres ont principalement affecté les réserves imposées aux banques depuis la der-

nière crise sous la rubrique générale de la réglementation macroprudentielle. De nombreux banquiers en étaient venus à penser que les suppléments macroprudentiels ne fonctionnaient que dans un sens : les réserves imposées en phase de croissance du crédit étaient maintenues en cas de récession. Face à une forte baisse, les régulateurs économiques ont fait preuve de souplesse bienvenue.

Une partie des réserves anticycliques ont été enlevées et il a été dit aux banques qu'il est désormais acceptable, en cas d'augmentation des pertes sur créances, de détenir des réserves inférieures au niveau de capital minimum exigé précédemment. Dix des 37 pays de l'OCDE ont jusqu'à présent enlevé les réserves anticycliques. Un certain nombre d'autres ont ajusté les exigences domestiques de réserves de capital ou de liquidité. Les comparaisons sont complexes, mais les changements semblent avoir des effets globalement similaires.

Ces changements sont généralement décrits comme temporaires. Ainsi, les banques qui peuvent se prévaloir de la flexibilité actuelle sont désireuses de savoir quand les réserves pourraient être réimposées et de combien de temps disposeraient-elles alors pour s'y conformer.

La Banque centrale européenne a déclaré que les banques de la zone euro auraient « amplement le temps » de reconstituer leurs fonds propres. La Banque d'Angleterre a dit que le temps serait « suffisant ». Les linguistes universitaires peuvent débattre de quel mot implique la plus longue période. Malheureusement, les avocats s'inviteront dans le débat si les régulateurs ne disent pas plus clairement ce qu'ils veulent dire.

Néanmoins, toute cette activité semble belle et bien largement compatible (au moins avant que les décisions difficiles de chronométrage). Jusqu'à présent, aucun organisme de réglementation national ne s'est véritablement appliqué à faire tomber les exigences de Bâle.

Il y a un problème potentiel, cependant. Nicolas Véron de l'Institut Peterson d'économie internationale a fait valoir que les changements de la Réserve fédérale au montant du ratio de levier financier supplémentaire représentent une violation grave de Bâle 3. La Fed a exempté les avoirs des banques en bons du Trésor du calcul de leurs actifs, alors qu'ils font explicitement partie de la définition de Bâle. Véron prévient que, bien que le changement en lui-même puisse ne pas être d'une grande importance, « si la tendance à la non-conformité se confirme, les conséquences les plus dommageables pourraient toucher les États-Unis eux-mêmes. »

Les changements dans le deuxième domaine, les provisions pour pertes sur créances, sont plus difficiles à évaluer, en partie parce que les États-Unis n'ont pas adopté les normes comptables internationales, et la norme internationale d'information financière (IFRS) 9 est nouvelle et non testée. Les banques ont besoin de conseils sur la façon de l'interpréter, en particulier en ce qui concerne les prêts garantis par le gouvernement et les prêts soumis à des suspensions d'intérêt demandés. Il faudra veiller à ce que les différentes interprétations nationales de la norme IFRS 9 puissent être justifiées. Il est trop tôt pour être sûr de cela.

Le troisième domaine, les distributions de capital, est celle où la divergence internationale est la plus manifeste. Les régulateurs européens ont estimé que les dividendes et rachats d'actions devaient tout simplement être suspendus. La Fed et la Banque de réserve d'Australie ont laissé les banques décider s'il était sûr de payer un dividende.

Certaines explications de cette différence semblent évidentes. Par exemple, au cours de l'année dernière, 73% des distributions des banques américaines ont pris la forme de rachats d'actions et seulement 27% celle de dividendes, tandis qu'en Europe, 96% des distributions ont été versées sous forme de dividendes. Les banques américaines ont volontairement entrepris de suspendre les rachats, ce que la Fed a pris en compte lors de sa décision d'adopter une attitude plus détentive sur les dividendes.

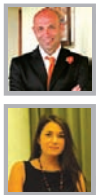
Néanmoins, les décisions de chaque côté de l'Atlantique ont attiré de vives critiques. Le sénateur Sherrod Brown du Senate Banking Committee a accusé la Fed d'avoir été « trop empressée de fournir ce que vous appelez un 'allègement réglementaire' – et ce que le reste d'entre nous appelle des faveurs pour Wall Street ». De même, le Banking Policy Institute à Washington a maintenu qu'il y a « une bonne chance pour que les actions des régulateurs britanniques et de l'UE aient causé d'importants dommages de long terme à leurs banques. »

Qui a raison ? Il est trop tôt pour le dire. Mais le Comité de Bâle aura beaucoup à discuter quand il sera enfin autorisé à se rassembler. La priorité devrait être d'évaluer les changements que les membres ont pris au cours de la crise et d'identifier ceux qui ont faussé les règles du jeu. Ce sera un exercice délicat, mais essentiel si l'on entend faire perdurer l'architecture financière mondiale reconstruite péniblement reconstruite après la dernière crise.

Traduit de l'anglais par
Timothée Demont

Protéger les femmes pendant la pandémie

BANGKOK – Le mois dernier, Sheuly s’est précipitée dans un hôpital de Dhaka puisqu’elle nécessitait des soins d’urgence. La femme bangladeshie de 25 ans venait tout juste d’accoucher à la maison ; présumant qu’il s’agissait alors d’un cadre plus sûr que l’hôpital en temps de pandémie. Cependant, lorsqu’une hémorragie post-partum s’est déclarée, une des principales causes de mortalité maternelle au monde, éviter l’exposition à la COVID-19 était le moindre de ses soucis. Il en fut de même pour Majufa Akter, la sage-femme qui bondit à sa rescousse et lui sauva la vie ; même si elle ne disposait pas d’un équipement de protection individuel (ÉPI).



PAR
DAVIDE DE BENI¹
ET
FEDERICA MAURIZIO²

1- Conseiller en économie de la santé aux Fonds des Nations Unies pour la population au bureau de l’Asie pacifique.

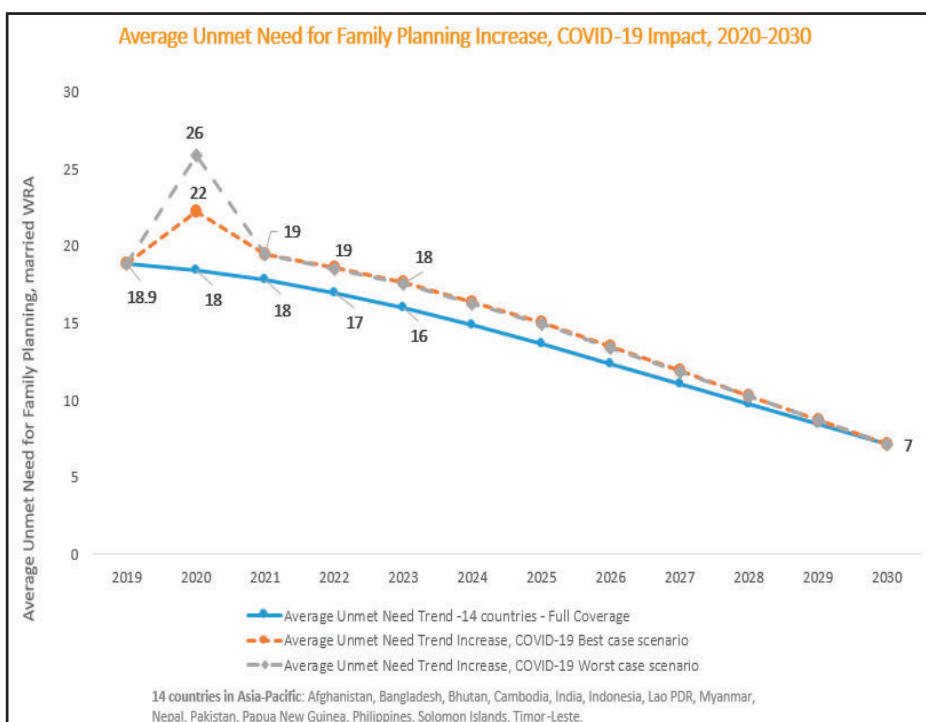
2- Analyste du droit et de la santé reproductive et sexuelle au Fonds des Nations Unies pour la population au bureau de l’Asie pacifique.

Donner la vie est un moment de grande intensité dans la vie d’une femme, et cela dans toutes les circonstances. Le faire pendant une pandémie confère à l’expérience un nouveau stress. Les mères ne savent pas si elles doivent aller à l’hôpital, car elles craignent d’y contracter le coronavirus, de ne pas recevoir de soins adéquats par manque de personnel et d’être séparées de leur conjoint-e, ou si elles doivent donner naissance à la maison, où les complications médicales peuvent devenir beaucoup plus risquées. Ce

dans plusieurs régions du monde, y compris dans des pays développés comme les États-Unis, nous avons centré notre analyse sur 14 pays de la région de l’Asie-Pacifique qui sont particulièrement vulnérables : l’Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, le Cambodge, l’Inde, l’Indonésie, le Laos, le Myanmar, le Népal, le Pakistan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines, les îles Salomon et le Timor oriental. Tous ont déjà un taux de mortalité maternelle élevé – plus de 100 décès par 100 000 naissances vivantes, ce qui reflète souvent une faible utilisation des services de santé tels que donner naissance dans des centres médicaux ou avec l’assistance d’un agent de santé qualifié.

Le scénario le plus optimiste d’après notre modèle est une chute de l’utilisation des trois principaux services de 20 %. Cela entraînerait une hausse de 17 % du taux de mortalité maternelle correspondant à 25 493 décès additionnels pour cette année seulement. Le scénario le plus pessimiste – une chute de 50 % dans l’utilisation des services – entraînerait quant à lui une hausse de 43 % du taux de mortalité maternelle ; soit 68 422 décès additionnels. Une part notable de cette mortalité maternelle serait liée à la hausse de fertilité résultant d’un accès réduit aux méthodes contraceptives.

[Graph 1]



seul exemple démontre que la nécessité de gérer la pandémie de COVID-19 complique la prestation des services de santé essentiels et, de ce fait, rend les femmes particulièrement vulnérables.

Où qu’elles soient dans le monde, lorsque les réseaux de santé sont sollicités à l’excès, la prestation de services aux femmes est souvent la première à en subir les conséquences ; augmentant ainsi les taux de mortalité maternelle et infantile. Afin de présenter les risques, nous avons modélisé les répercussions possibles de la pandémie sur les trois principaux services de santé sexuelle et reproductive (SSR) : les naissances assistées par des prestataires de soins de santé qualifiés, y compris les sages-femmes ; les naissances se déroulant dans des centres de santé ; et l’accès à la contraception.

Bien que l’accès réduit aux services de santé génésique soit une problématique

Effectivement, un accès réduit à la contraception et aux services de planification familiale aggrave les risques. La fermeture des frontières et la perturbation d’autres chaînes logistiques pourraient réduire les approvisionnements de réserve en contraceptifs, qui sont d’ailleurs fréquemment en rupture de stock même en temps normal. De plus, la restriction des déplacements pourrait empêcher les femmes de se rendre aux pharmacies ou aux dispensaires notamment si la planification familiale n’est pas jugée «essentielle». La crainte d’être exposée au coronavirus pourrait également inciter les femmes ayant accès à ces services à moins y recourir.

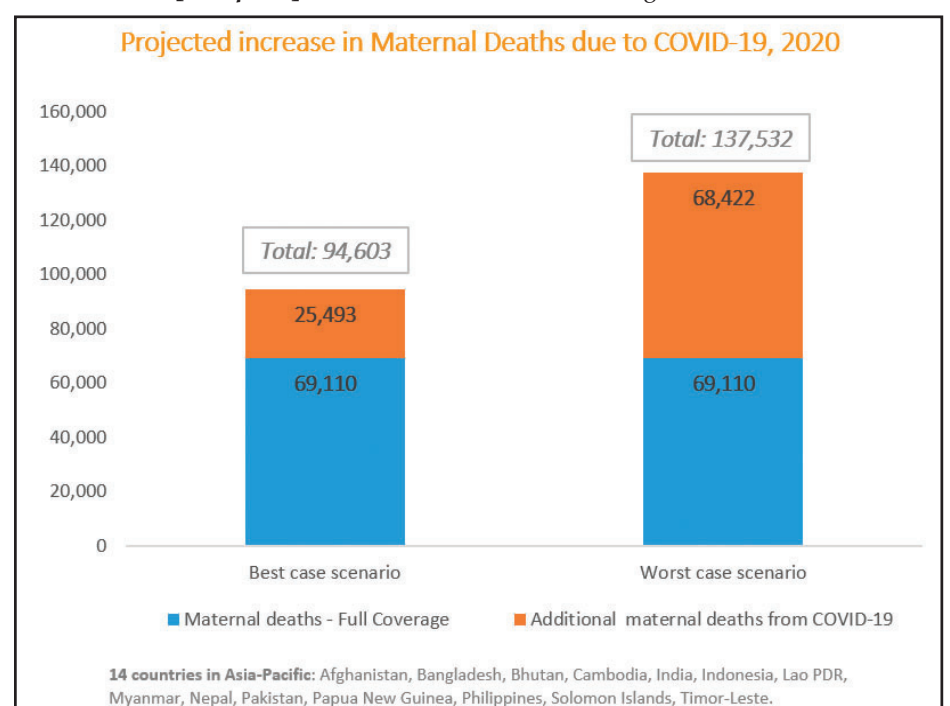
Mis ensemble, ces éléments pourraient occasionner une hausse des besoins non satisfaits en matière de planification familiale en 2020. Le taux de besoins non satisfaits serait de 22 % selon le scénario le plus optimiste, ou de 26 % dans le plus



pessimiste. Puisque les femmes qui avaient auparavant accès à des méthodes de contraception modernes ont perdu ce service essentiel à partir de la base de référence de 18,9 % des femmes en âge de procréer en 2019, les besoins non satisfaits en matière de planification familiale pourraient augmenter de 40 %, et ce, uniquement pour 2020. La conséquence serait des milliers de grossesses non désirées dans chacun des 14 pays ainsi qu’un risque plus élevé d’effets défavorables pour la santé de millions de femmes et de nouveau-nés.

Ainsi, les autorités publiques doivent s’assurer que les effectifs médicaux essentiels comme les sages-femmes ne se font pas détourner de leur mission première qui est l’assistance des mères et des nouveau-nés. Ils doivent également s’assurer que tous les effectifs reçoivent tous les ÉPI dont ils ont besoin. Les décideurs politiques doivent également protéger l’accès aux contraceptifs. Aussi, lorsqu’il est possible de le faire, la télémédecine et d’autres initiatives novatrices de prestation de soins de santé devraient être envisagées. Si cette pandémie nous a enseigné une chose, c’est bien le potentiel des technologies et de la connectivité

[Graph 2]



Et pourtant, ces chiffres ne sont qu’un début puisque la COVID-19 se prolongera fort probablement au-delà de la fin de cette année. En effet, les coûts pour les économies, les réseaux de santé ainsi que pour le bien-être des femmes ne cesseront de grandir. Les récentes avancées vers des systèmes de santé plus ouverts et plus efficaces ainsi que vers l’égalité des sexes risquent d’être enrayerées.

Des mesures doivent donc être mises en place afin d’en freiner les répercussions. À la Conférence internationale sur la population et le développement ayant eu lieu au Caire en 1994, les États du monde entier se sont engagés à prodiguer des services de santé génésique à tous – un engagement qu’ils ont réitéré lors du Sommet de Nairobi sur la CIPD25 l’an dernier. Alors que les États élaborent des interventions en économie et en santé publique ; il est primordial qu’ils respectent cet engagement.

pour sauver des vies.

Le secrétaire général des Nations unies António Guterres a qualifié à juste titre la crise de la COVID-19 comme la «plus grande épreuve» à laquelle le monde ait dû faire face depuis la Seconde Guerre mondiale. Afin de passer au travers de cette crise, les dirigeants de partout doivent reconnaître que même si la pandémie touche tout le monde, ce sont les personnes qui étaient déjà marginalisées – dont les femmes, les minorités ethniques et les moins nantis – qui courent davantage de risques d’en être victime. C’est pourquoi aucune stratégie de lutte à la pandémie ne peut être complète sans un plan assurant un accès ininterrompu aux soins essentiels de santé sexuelle et reproductive pour tous.

Traduit de l’anglais par
Pierre Castegnier

MC Oran

Chérif El Ouazzani dresse un état des lieux

M. Zeggai

Le bilan partiel de l'actuelle direction. La situation financière du club. Le mutisme des actionnaires. La licence professionnelle. La DCGF. L'audit. La venue d'une société. Le protocole sanitaire. L'avenir du club. Tout a été passé au crible lors de la conférence de presse organisée par le DG du MCO, Chérif El Ouazzani, avant-hier, au siège du club. Le DG du Mouloudia a profité de la présence de la presse pour apporter des précisions sur des sujets d'actualité. A propos du bilan moral, le conférencier a tenu à souligner les efforts déployés par tout le monde malgré les contributions financières insuffisantes. « Nous avons rencontré beaucoup de problèmes depuis mon installation à la tête du club, mais cela ne nous a pas empêché de réaliser de bons résultats, notamment durant la phase-aller. On aurait pu jouer le podium n'étaient-ce les jeux de coulisses et les erreurs d'arbitrage », a indiqué Chérif El Ouazzani, qui a répondu sans détours aux nombreuses questions des journalistes présents, mettant l'accent sur les en-

trées d'argent estimant que « celles-ci ne sont pas à la hauteur des aspirations d'un club de l'envergure du MCO. Si nous avions décidé de passer au peigne fin la gestion financière du club devant la presse, c'est pour instaurer une nouvelle politique basée sur la transparence absolue », a-t-il souligné. Concernant l'arrivée d'une société qui tient en haleine les milliers de supporters, le DG a été on ne peut plus clair. « Le sauvetage du MCO passe inévitablement par l'affiliation du club à une entreprise publique, car aucun président n'est en mesure de subvenir à ses besoins, ni réaliser le projet sportif du club. A présent, la balle est dans le camp des actionnaires de la SSPA/MCO qui ne veulent pas bouger le petit doigt pour préparer les bilans. Là, le MCO risque d'être privé de la licence professionnelle », expliquera-t-il.

Par ailleurs, Chérif El Ouazzani a confirmé l'accord qu'il a conclu avec pas moins de 20 joueurs portant sur le désistement par ces derniers de 50% de trois salaires relatifs à la période de l'arrêt forcé du championnat, en attendant les sept joueurs restants. Cette action permet, selon le

DG, d'éviter d'autres litiges au niveau de la CRNL à laquelle les joueurs auraient pu recourir pour réclamer leur dû et également leur libération. Toutefois, il reste à régler l'épineux dossier de la DCGF avant le 15 juillet prochain, inhérent à la transmission à la direction de contrôle de gestion des finances de la FAF des 19 documents exigés pour bénéficier de la licence professionnelle en vue de la saison prochaine.

A cet effet, Chérif El Ouazzani a encore une fois lancé un « énième appel » à l'adresse des membres de l'AG des actionnaires de la SSPA/MCO pour tenir une réunion dans les plus brefs délais et élire un président du CA, un poste vacant depuis l'été dernier et préparer les documents exigés, « pour éviter d'autres désagréments au club qui risque de perdre son statut professionnel », a-t-il averti. Sur le plan financier, « le MCO a bénéficié d'un peu plus de 20 milliards de centimes comme recettes depuis le 1er juillet 2019 jusqu'au 19 juin 2020 », a révélé le financier du club, Mohamed Hemiane, qui est revenu en détail sur la situation financière du club.

LFP

L'étrange ingérence de Medouar au MCO

Le Mouloudia d'Oran des Abou Omar, Bessol, Chaïla Lahouari, Kacem Elimam, Hadeï Miloud, Freha, Beddiar, Ouanès, est devenu tributaire de l'intervention de certaines personnes étrangères au club. Sinon, comment expliquer l'ingérence de l'actuel président de la LFP, Abdelkrim Medouar, qui s'est transformé en interlocuteur du MCO ? Selon une source digne de foi, nous avons appris que le président de la LFP a eu une conversation téléphonique dans ce sens avec le wali d'Oran, Abdelkader Djellaoui. Une autre source nous a précisé qu'un deuxième entretien a eu lieu entre les deux hommes et a tourné autour

d'un éventuel retour de Belhadj Ahmed «Baba» au sein du club. Certaines rumeurs auraient même affirmé que cette initiative du président de la LFP n'a pas laissé indifférents les supporters des «Rouge et Blanc» qui ont diversement interprété ce «coup de pouce» de Medouar qui s'est inexplicablement immiscé dans un problème interne du MCO.

Par ce geste, Abdelkrim Medouar se trouve dans un engrenage par son intention de faire revenir l'ex-président Ahmed Belhadj à la tête du club. De quel droit ? A quels desseins et dans quel intérêt ? Que signifie cette coalition Medouar - Baba ? Ce qui est certain, en tout cas, c'est

que l'initiative de Medouar est qualifiée de «complot et de déstabilisation», d'autant plus qu'il s'agit là d'une affaire interne dans laquelle Medouar n'a aucunement le droit de s'ingérer. Les avis sont partagés et chacun est allé de son propre commentaire. Selon des supporters du MCO, le président de la LFP aspire à la présidence de la FAF, ce qui le pousse à préparer déjà son plan de campagne. Bizarre ! Au moment où le public exige une société à l'instar des autres clubs, le président de la LFP veut remplacer ses alliés. C'est ce qui se passe lorsqu'Oran est devenue orpheline de ses hommes.

M. Z.

Espagne - Public dans les stades

Des mesures très strictes seront imposées

La Ligue espagnole de football professionnel (LaLiga) a élaboré un protocole sanitaire très strict pour permettre le retour du public dans les stades, incluant inscription, masques et prise de température obligatoires. Un projet dont une copie a été transmise aux clubs, sans mentionner de date exacte pour cette éventuelle reprise ni de jauge maximale de remplissage des stades. Les jours de match, le public devra rentrer en groupes séparés, et à des tranches

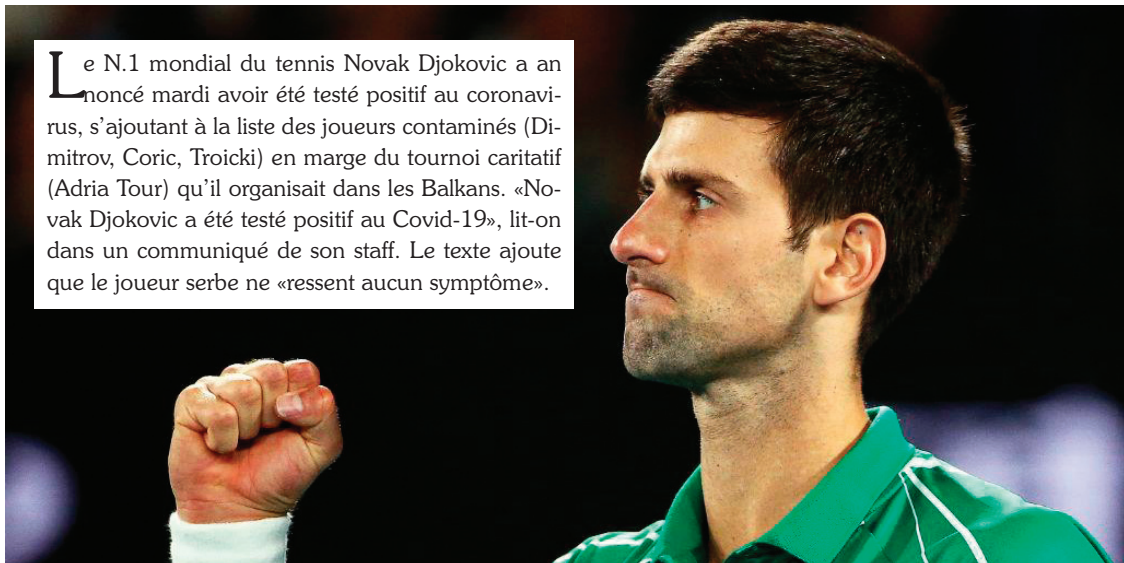
horaires déterminées, dans le stade, en passant plusieurs contrôles de sécurité. LaLiga envisage le port du masque obligatoire pendant toute la durée du match, tout comme la prise de température avant d'entrer, afin de dépister d'éventuels cas de Covid-19. Les personnes contrôlées à plus de 37,5 degrés se verraient interdire l'accès aux enceintes. Le protocole prévoit des zones réservées aux personnes à risque, âgées de plus de 70 ans, ou avec des antécédents médicaux,

près des sorties. Les supporters devront respecter les distances de sécurité et il leur sera fourni deux bouteilles d'eau, pour compenser la fermeture des buvettes. Le président de LaLiga, Javier Tebas a plusieurs fois défendu un retour limité du public dans les stades, en fonction des autorisations gouvernementales. L'Espagne a mis fin dimanche à l'état d'alerte instauré en mars pour endiguer la propagation du coronavirus, qui a déjà fait plus de 28.000 morts dans le pays.

Tennis

Novak Djokovic testé positif au coronavirus

Le N.1 mondial du tennis Novak Djokovic a annoncé mardi avoir été testé positif au coronavirus, s'ajoutant à la liste des joueurs contaminés (Dimitrov, Coric, Troicki) en marge du tournoi caritatif (Adria Tour) qu'il organisait dans les Balkans. «Novak Djokovic a été testé positif au Covid-19», lit-on dans un communiqué de son staff. Le texte ajoute que le joueur serbe ne «ressent aucun symptôme».



USM Alger

Les joueurs acceptent une baisse de salaire

Les joueurs de l'USM Alger ont accepté une baisse de leurs salaires, pour les mois d'avril et mai, à l'issue d'une réunion, tenue spécialement à cet effet lundi, au stade Omar Hamadi (Bologhine), a indiqué le club algérois de Ligue 1, sans préciser le montant exacte de la somme retenue.

C'est le nouveau Directeur général du club, Abdelghani Had-di qui a mené ces négociations

avec les camarades du capitaine Mohamed Lamine Zemmamouche, et ces derniers se sont montrés compréhensifs, en acceptant cette baisse de salaire, engendrée par la crise du nouveau coronavirus.

«L'objet de cette réunion était de trouver une solution à l'amiable, en présence des joueurs, qui étaient les principaux concernés» a encore précisé la Direction des Rouge et Noir.

CAF

L'avenir des compétitions décidé le 30 juin

Le Comité Exécutif de la Confédération africaine de football (CAF) se réunira le 30 juin en visio-conférence et fera des déclarations sur les recommandations des commissions permanentes concernant l'avenir des différentes compétitions suspendues depuis plus de trois mois à cause de la pandémie de Covid-19, a indiqué l'instance sur son site officiel. Les 3e et 4e journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 devaient avoir lieu en mars dernier, mais ont été reportées à une date ultérieure en raison de la pandémie de nouveau coronavirus. La CAN-2021 est censée avoir lieu du 9 janvier au 6 fé-

vrier. Mais visiblement, les chances de report augmentent de jour en jour suite à la crise sanitaire mondiale provoquée par le Covid-19. L'incertitude quant à l'organisation de la compétition en janvier 2021 gagne du terrain car les éliminatoires restent à boucler. Outre la suite des qualifications de la CAN-2021, la CAF, présidée par Ahmad Ahmad, a reporté l'entame du 2e tour éliminatoire du Mondial-2022, mais également le Championnat d'Afrique des nations CHAN-2020, prévu initialement en avril dernier au Cameroun. Les compétitions inter-clubs, qui sont au stade des demi-finales, ont été également reportées.

Sondage FIFA

Mahrez, meilleur joueur algérien de l'histoire



L'international algérien de Manchester City, Riyad Mahrez, a été largement élu meilleur footballeur algérien de l'histoire, selon un sondage organisé par la Fédération internationale de football (FIFA). Le capitaine des «Verts» s'est imposé en récoltant 48,8% des voix des votants, devant l'ancienne star du FC Porto, Rabah Madjer (27,4%). Lakhdar Belloumi et Mustapha Dahleb, avec respectivement 12,2% et 11,6%, suivent derrière. «Très large victoire de Riyad Mahrez qui, pour vous, est sans hésitation le meilleur footballeur algérien de l'histoire», a écrit l'instance internationale sur son compte Twitter. Beaucoup de noms de footballeurs algériens ont été proposés par les internautes, mais Mahrez, Madjer, Belloumi et Dahleb ont

été les plus mentionnés, précise la FIFA. Le milieu offensif des «Cityzens» a largement contribué au sacre africain remporté par les «Verts» lors de la CAN-2019 disputée en terre égyptienne avec notamment un but d'anthologie inscrit sur coup-franc contre le Nigeria (2-1) en demi-finales. Sacré deux fois champion d'Angleterre avec Leicester et Manchester City, Mahrez est en train de réaliser de bonnes choses en Premier League à l'occasion de sa deuxième saison sous les couleurs des «Cityzens», qualifiés pour les quarts de finale de la Coupe d'Angleterre et proches des quarts de la Ligue des champions. Lundi, il a brillé avec City en inscrivant un doublé lors de la large victoire (5-0) en championnat contre Burnley.

APPELEMENTS

■Vends bel Appart F3 (moderne) situé au centre-ville d'ORAN, immeuble NATIXIS en face lycée Lotfi - Sup. 105 m² - 6^{ème} étage avec Ascenseur - Cuisine et SDB équipées - Toutes commodités (Eau H24 - Gaz - Electricité - Chauffage central...) - Immeuble récent - Calme - Propre - Fermé avec Interphone - Tél : 0541.99.51.55

■A vendre ou Echange F3 situé au 2^{ème} étage à ES-SENIA - Centre - Tél : 0663.94.95.85

■Loue F3 : 3 Pièces + Salle de bain + Toilettes au centre-ville ORAN (Vieille Mosquée) - Tél : 0542.61.86.49

■Loue F4 - 2^{ème} étage à Cité Radieuse - Maraval - ORAN + Loue Licence de Café - Tél : 0772.19.71.32

■Vends ou Echange un bel Appartement meublé - Acté avec Livret foncier - Libre de suite - Superficie 93 m² - 3^{ème} étage - Avec Chauffage central - Ascenseur et Place de Parking - Adresse : Résidence VICTORIA - Cité Bel Air - ORAN - Merci - Prix offert : 1 Milliard 350 Millions (Sans Place de Parking) - Contre un Local ou un Terrain à ORAN - Tél : 0541.04.43.25

■Loue un Appartement neuf F3 / 3^{ème} étage - 72 m² - LPA Belgaid 131 Logts à côté Université - Prix fixe : 30 000 DA/mois - Un an d'avance - Tél : 0667.23.34.14 - 0559.43.10.35

■A vendre F3 - 1^{er} étage à Haï Sabah (ORAN) à côté Terminus Tramway - Tél : 0775.09.45.04

■A louer Appartement F3 - 2^{ème} étage à Haï Yasmine - ORAN - Libre de suite - Tél : 0659.44.50.89 - 0791.81.46.16

■Vends studio acté, à Oran, à côté du Front de mer, 1^{er} étage refait à neuf et moderne, une chambre, cuisine, SDB, eau H/24, douche, grand balcon, immeuble calme. Prix offert : 620 unités - 0558.97.75.61 - 0697.78.63.86

■Vends duplex à Plateau 250 m² - Terrain agricole à El Hamoul - Villa R+1 à Oued Tielat - sur plans F2-F3-F4-F5 et duplex à Oran Tél : 0550.90.26.04-0661.20.14.68

■Loue F3 luxe Seddikia, 1^{er} (4U) - F3 Cité Lescure, 10^{er} (2U) - F4 Rue Med Khemisti, 4^{er} (5U) - F5 + garage extension canastel 6^{er} (7U) - F1 à Coca, 1^{er} (1,6U), villa El-Kerma (5U) - ag. ABDALLAH 041.29.14.59/0770.40.87.48

TERRAINS

■Vends ou échange terrain 1500 m² Hassian Toulal. Étude toute proposition Tel : 0550.07.17.66 - 0550.03.34.91 Zaki

VILLAS

■A vendre Maison de Maître Ancienne Bâtisse de 480 m² dont 16 m de façade - Acte avec Livret foncier - située au N° 39, Rue AGUEB Hasni - Carteaux - à côté de la mosquée HAYET - Tél : 0773.40.07.94

■A vendre Villa à Millénium (ORAN) - 2 façades - Superficie : 250 m² - RDC + 1^{er} étage + 2^{ème} étage - Tél : 0775.94.21.10

■Vends Maison de Maître à Plateau - ORAN - Superficie : 285 m² - Tél : 0774.70.75.45

EMPLOIS

■Entreprise de production en agro-alimentaire, Sise à Es-Senia, Oran recrute 1 chef Production, avec une longue expérience. Envoyez CV à : recrutement.stezi@gmail.com

■Entreprise de travaux de bâtiment, à Oran, cherche conducteur de travaux. Age plus de 35 ans. Expérience exigée (5 ans min) + un agent administratif âge 35 ans et plus - Tél : 0560.72.76.18

■Biscorima recrute pour ses besoins embaucheuse/embauteur, femme de ménage. Conditions : résider à Oran, une bonne aptitude professionnelle, âge entre 28 et 45 ans. Veuillez envoyer votre CV par mail : Rh.biscorima@gmail.com

■Entreprise de distribution recrute vendeur expérimenté avec permis de conduire - Tél : 0541.69.24.08

PENSEE
A mon très cher oncle
CHEIKH BENAMAR
24/06/2011 -
24/06/2020
Tu es parti par un beau
vendredi. Ta mort a été
si brutale que toute la
famille a été choquée.
Il y a des moments je
parle en moi-même me supplier ALLAH d'avoir
l'occasion de vous entendre juste une fois toi
et mon très cher papa et me donner l'occasion
de vous faire un câlin et vous embrasser,
personne n'a pas pu répondre à mes question,
si le temps revient je rassure toute la famille
CHEIKH que tu es le seul et unique qui peut
répondre, nous n'avons pas perdu un très cher
oncle mais aussi une banque de données.
Je l'aime à l'infini et pour toujours, ton absence
a créé un grand vide qui ne se comble pas. Ta
famille de France et d'Algérie demande à tous
ceux qui t'ont connu et aimé d'avoir une
pieuse pensée à la 9^{ème} mémoire. Repose en
paix très cher oncle.
Ta nièce Dailia

LOCAUX

■Loue Local de 60 m² à Maraval ligne « B » - ORAN - Tél : 0770.31.96.50

■A louer immeuble de R+2 - Fini - Composé d'un local de 75 m² au RDC et de 2 appartements de 75 m² chacun au 1^{er} et au 2^{ème} étage. Convient toutes activités commerciales ou administratives (Agence commerciale - Groupe médical - Labo...) à Médouni sur bd des 15 Mètres - ORAN - Tél : 0554.50.56.48

■A vendre un local 45 m² à Akid Lotfi à ORAN - Tél : 0771.45.05.07

■Loue à ORAN (CHTEÛBO) : Un Local de 1.500 m² couvert à usage Industriel ou de Dépôt, équipé de Bureaux et d'un Poste Transfo de 400 KVA - Tél : 0560.05.11.95 ou 0770.30.84.24

VEHICULES

■Particulier cherche Location Fourgon lonique durée - N° Tél : 0672.00.38.72

DIVERS

■Vous entendez mais vous ne comprenez pas bien - Vous faites répéter - Vous augmentez la télé - Test audition gratuit chez SONOBEL - Téléphonez au : 0560.47.00.22 - 0560.47.00.04 - Pour : ORAN - TLEMCEN - MASCARA - AÏN TEMOUCHENT - MOSTAGANEM - EL BAYADH

Vivre autrement en ce temps de confinement

Comme ailleurs dans le monde, l'Algérie impose le confinement pour limiter la propagation de la pandémie de Covid-19. Nous sommes désormais confrontés à une maladie contagieuse. C'est une situation hors du commun, marquée plus particulièrement par le manque de contrôle et de prévisibilité sur l'évolution de la crise. Au fond, ce temps sans échéance déclenche la peur de la mort. Or, la mort est de l'ordre de l'invisible, nous l'avons presque oublié.

Par Chérifa Sider *

Face à un virus inconnu, il est tout à fait normal, voire compréhensible de s'inquiéter et de paniquer. Mais il arrive parfois que nous passions d'une simple peur à une anxiété quasi permanente. Ceci dit, le confinement prolongé dans des conditions aussi difficiles expose à un risque élevé de souffrance. Dépression, anxiété, état de stress post-traumatique (PTSD), troubles du sommeil, dépendance à l'alcool et à la drogue, conduites suicidaires, etc., sont autant de troubles psychologiques qui peuvent apparaître. Bien évidemment, les manifestations de la souffrance morale sont intimement liées à notre histoire ainsi qu'à notre état antérieur au confinement. De fait, nous ne sommes pas tous sur un pied d'égalité face à cette épreuve. Les personnes les plus vulnérables et les plus précaires (pauvres, malades, isolées / dépendantes, sans abri, sans papiers, détenus...) sont plus directement touchées aussi bien par le confinement que par leurs conditions de vie.

Si certains résistent et trouvent des solutions, d'autres, à l'inverse, ont tendance à basculer dans le choc et dans la souffrance. Mais qu'est-ce qui peut justement nous aider et nous protéger ? Précisons d'emblée que le confinement n'est pas synonyme de punition, mais apparaît plutôt comme une manière d'agir. Chacun de nous dispose de ressources naturelles et évidentes pour le vivre le plus sereinement possible. D'abord, il est nécessaire de pouvoir prendre le dessus sur sa peur et la transformer en énergie motrice. Car l'esprit, comme la nature, a horreur du vide. Faisons donc usage de ce vide, et passons à l'action. Il s'agit plus précisément d'orienter son esprit vers la recherche de solutions plutôt que vers la rumination du problème. Prendre donc le temps de planifier, cuisiner, jardiner, lire, écrire, écouter de la musique, chanter, contempler ou tout simplement rire sont d'excellents outils pour déconfiner notre esprit. À côté, l'activité sportive régulière, combinée à une alimentation équilibrée, réduit considérablement le stress. Cette discipline quotidienne est essentielle pour renforcer la confiance en soi. Une fois le processus enclenché, nous gagnons en force pour tenir le coup jusqu'à la sortie. En reprenant le contrôle sur nous-mêmes, nous retrouvons notre lucidité et notre liberté. Rappelons ici que les Algériens ont déjà fait l'expérience de l'extrême durant la guerre civile (1991 - 2002). C'est en ce sens que ce capital psychique de résistance acquis peut être déclenché et mobilisé en période de crise comme au quotidien.

Par ailleurs, en ces temps de confinement, nous pensons presque comme tout le monde, au point que la peur devient contagieuse. Au quotidien, les idées noires prennent le dessus. Très souvent, cette rumination envahissante empêche de vivre l'ici et maintenant. Avec leur lot de mauvaises nouvelles, les médias en rajoutent une dose supplémentaire. À ce titre, la contemplation et l'auto-observation, par exemple, aident à prendre du recul et à voir les choses telles qu'elles sont, mais pas pires. Quelle que soit notre fragilité, nous avons tous besoin d'être éclairés sur les risques possibles du Covid-19 et surtout sur les manières de s'en prémunir. Il existe des ressources de qualité, de quoi s'informer autrement et au bon moment.

En outre, cette période à huis clos nous protège des agressions extérieures (charge de travail, conflits, pollution, etc.). Tout cela facilite la réflexion sur soi et sur notre rapport aux autres débouchant sur le sens de l'existence. Nous commençons donc à nous reconnecter

ter à nous-mêmes et à en prendre soin. C'est le moment de prendre conscience de nos pensées, de nos angoisses et de nos désirs. Nous pouvons dès lors découvrir le silence et renouer avec une profonde relaxation. Ce temps de lâcher prise aide à revenir à l'essentiel, c'est-à-dire à nos priorités dans la vie. Mais la réflexion et les routines quotidiennes sont-elles suffisantes ? Peut-on ne compter que sur soi-même pour s'en sortir ? La réponse est non. Nous sommes dépendants les uns des autres, et c'est ainsi que nous vivons. Profitons donc de ce temps en famille ou seul pour échanger avec ceux qui nous sont chers. Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin de consolider, même à distance, nos liens avec nos proches, nos amis, nos voisins, nos collègues... Ceux-ci deviennent des figures d'affection permettant de créer au bout du compte de nouveaux liens sécurisants.

À y regarder de plus près, la pandémie de Covid-19 a révélé des inégalités sociales dans notre société. Pour beaucoup de citoyens, les besoins fondamentaux ne sont pas satisfaits (nourriture, logement, soin...). Environ 63,3 % de la population occupe des emplois informels et précaires. Les Algériens continuent à se bousculer dans les supermarchés tant qu'un plan d'aide d'urgence ne sera pas élaboré. Pourtant, c'est une condition sine qua non, pour respecter les mesures de confinement. Dans ce contexte, se mobiliser auprès des plus démunis et se rendre utile peut être gratifiant. Cette solidarité - quelle soit à l'œuvre dans nos villes ou dans nos villages - instille l'amour de l'Autre et nourrit les valeurs de fraternité et d'union défendues par le Hirak entamé le 22 février.

Nous prenons conscience que se sentir écouté, compris et épaulé permet de vivre ce temps suspendu avec plus de légèreté. C'est pourquoi il est essentiel de mettre en place des plateformes de soutien psychologique à l'échelle nationale. Cette intervention immédiate réduira considérablement la détresse, ne serait-ce que pour éviter la décompensation psychologique. À défaut de dispositifs de soins appropriés, de pseudo-thérapeutes (marabouts, voyants, faux rakis ou faux cheikhs) s'emparent de la souffrance de personnes d'ores et déjà vulnérables. En plein confinement, des remèdes miraculeux et des théories délirantes foisonnent sur les réseaux sociaux. Nous imaginons sans peine le risque d'emprise et de manipulation tous azimuts.

De même, les femmes subissent la violence conjugale de plein fouet, alors que les associations de protection tournent au ralenti. Cette épreuve de trop est susceptible d'avoir des répercussions déléteres, en particulier sur les enfants. Ce problème devrait être une priorité pour la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme. Il est devenu impératif de créer un numéro vert, accessible 24 h/24 et dédié spécialement aux victimes souvent sans ressources ni refuge. Des mesures d'accueil et d'hébergement, même temporaires, permettent de prévenir les féminicides, en hausse depuis le début de l'année.

En somme, l'épreuve du Covid-19 nous renvoie à notre vulnérabilité commune et nous place face à notre responsabilité. Tous ensemble, nous traversons une véritable période de résistance. Il est donc essentiel de mûrir notre réflexion, de contrôler nos émotions et d'agir en lien avec les autres. Faisons de ce temps un ressort pour rebondir et préparons l'Après...

*Docteur en psychologie

Auteure, Traumatisme psychologique et suicide en Algérie, L'Harmattan, 2018.

CONDOLÉANCES

M. Tayeb MEHIAOUI présente ses sincères condoléances à
M. BENABBOU Mohamed Abdou Président-directeur Général du
journal Le Quotidien d'Oran à la suite du décès de sa mère et l'assure
de sa profonde compassion.
Que Dieu accorde à la défunte Sa Sainte Miséricorde
et l'accueille en Son Vaste Paradis.

CONDOLÉANCES

Le Président du CSA MCO présente ses sincères condoléances
à la famille SENOUCI proches et alliés à la suite du décès du
colonel **SENOUCI Hocine** et les assurent de sa profonde compassion.
Que Dieu accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueille
en Son Vaste Paradis.

CONDOLÉANCES

M. BENDAOUD Abdelkader ex-ministre de l'Agriculture présente ses
sincères condoléances à la famille SENOUCI, proches et alliés à la suite
du décès du colonel **SENOUCI Hocine** et les assurent
de sa profonde compassion.
Que Dieu accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueille
en Son Vaste Paradis.

CONDOLÉANCES

M. Tayeb MEHIAOUI présente ses sincères condoléances à la famille
SENOUCI, proches et alliés à la suite du décès du
colonel **SENOUCI Hocine** et les assurent de sa profonde compassion.
Que Dieu accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde
et l'accueille en Son Vaste Paradis.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SIDI BEL ABBES

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
NIF : 54 29 224 228

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 21 /2020

La Direction des équipements publics de la Wilaya de Sidi Bel Abbès Lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

REALISATION DE 14 SALLES DE CLASSES EN EXTENSIONS POUR LE MOYEN

« Programme 2020 »

- Site01 : 04 classes au niveau du CEM BENZAIDI KADDOUR A TESSALA,**
Site02 : 04 classes au niveau du CEM GHERAS EL GOUM MEKRI A ZEROULA DAIRA M.B. BRAHIM.
Site03 : 04 classes au niveau du CEM FARCH YOUN A BELARBI DAIRA M.B. BRAHIM.
Site04 : 02 classes au niveau du CEM GHIAL BRAHIM A LAMTAR DAIRA SIDI ALI BOUSSIDI.

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du siège de la direction des équipements publics DE SIDI BEL ABBES. Cite makam chahid

La durée de préparation des offres est fixée à 10 jours à compter de la première publication de l'avis d'appel d'offre sur la presse Nationale ou le BOMOP ou le portail des marchés publics.

Composition du dossier d'appel d'offres :

A /LE DOSSIER DE CANDIDATURE COMPRENDRA :

- UNE DECLARATION DE CANDIDATURE (SELON MODELE CI-JOINT) REMPLIE, SIGNEE ET DATEE ET CACHETEE PAR LE SOUSMISSIONNAIRE
- DECLARATION DE PROBITÉ RENSEIGNEE ET SIGNEE CACHETEE ET DATEE (SELON LE MODELE CI-JOINT);
- LES STATUTS POUR LES SOCIETES ;
- LES DOCUMENTS RELATIFS AUX POUVOIRS HABILITANT LES PERSONNES A ENGAGER L'ENTREPRISE ;
- TOUT DOCUMENT PERMETTANT D'EVALUER LES CAPACITES DES CANDIDATS ET DES SOUSMISSIONNAIRES;
- CAPACITES PROFESSIONNELLES: CERTIFICAT DE QUALIFICATION ET DE CLASSIFICATION LE CAS ECHÉANT.
- LE CERTIFICAT DE QUALIFICATION ET DE CLASSIFICATION PROFESSIONNEL DE L'ENTREPRISE VALIDE RELEVANT DU SECTEUR BATIMENT PRINCIPAL, QUALIFICATION EXIGE ET LA 02 (DEUX) ET PLUS.
- UNE ATTESTATION DE BONNE EXECUTION DELIVREE PAR LES DIFFERENTS MAITRES D'OUVRAGES ETATQUES D'UN PROJET DE MEME NATURE.
- REGISTRE DE COMMERCE APPROPRIE, COPIE CONFORME DUMENT LEGALISEE PAR LE CNRC TERRITORIALEMENT COMPETENT.
- COPIE DE DU CASIER JUDICIAIRE DU SOUSMISSIONNAIRE MOINS DE 3 MOIS;
- ATTESTATION DE MISE A JOUR (CNAS, CASNOS, CACOBATH) VALIDE LE JOUR DE L'OUVERTURE. (L'ETAT DE MOUVEMENT DES SALAIRES, LA DECLARATION ANNUELLE DE L'ANNEE 2019, ET LES ATTESTATIONS DE LA CNAS DURANT L'ANNEE DE LA SOUMISSION) ET LES DIPLOMES.
- COPIE DE LA CARTE D'IMMATRICULATION FISCALE ;
- EXTRAIT ROLE VALIDE ET APURE, DANS LE CAS CONTRAIRE UN ECHEANCIER VALIDE L'ANNEE DE SOUMISSION EST OBLIGATOIRE)
- CAPACITES TECHNIQUES . MOYENS HUMAINS ET MATERIELS ET REFERENCES PROFESSIONNELLES.
- LES MOYENS HUMAINS DOIVENT ETRE JUSTIFIES PAR LES DIPLOMES, LES ATTESTATIONS DU TRAVAIL ET LA DECLARATION ANNUELLE DES SALAIRES 2019 VISEE PAR LA CNASAT
- CNAS, CASNOS, CACOBATH VALIDE.
- LISTE DES MOYENS MATERIELS VISE PAR UN EXPERT AGREE, ACCOMPAGNEE PAR DES PIECES JUSTIFICATIVES (CARTES GRISES + ATTESTATIONS D'ASSURANCES VALIDE LE JOUR DE L'OUVERTURE DES PLIS POUR LE MATERIEL ROULANT ET LES FACTURES CONFORME OU RAPPORT EXPERTISE DE L'ANNEE DE SOUMISSION DE JUSTICE POUR LE RESTE).

CAPACITES FINANCIERES : moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires.

- les bilans financiers de l'entreprise pour les 03 dernières années établis et visés par un comptable agréé ou commissaire au compte et visés par les services d'impôts.

-attestation des comptes sociaux année 2019.

CAPACITES TECHNIQUES : moyens humains et matériels et références professionnelles.

- liste du personnel pour l'encadrement du projet accompagnée des diplômes et des références professionnelles, des 2018 ou 2019 (attestation d'affiliation visée par la cnasat datée pendant l'année de soumission et la déclaration annuelle de l'année précédente ou contrat d'insertion professionnel daip valide le jour d'ouverture et du diplôme de réussite pour ingénieur ou architecte, ...)

- les matériels devront être justifiés par les photocopies des cartes grises et assurance valide le jour d'ouverture au nom de l'entreprise pour matériel roulant et des factures d'achats et pv d'expertise de l'année de soumission ou l'année précédente par un expert agréé par l'état pour matériel non roulant et un acte notarié de l'année de soumission ou l'année précédente pour matériel de location et factures d'achats .

- les moyens matériels devront être la propriété de l'entreprise.

B /L'OFFRE TECHNIQUE COMPRENDRA : le présent cahier des charges original paraphé par le soumissionnaire sur toutes ses pages, signé et daté annexe de ses spécifications techniques avec précisions des délais de réalisation avec la mention « lu et accepté ».

la déclaration à souscrire (selon modèle ci-joint) remplie, signée et datée par le soumissionnaire ;

les prix unitaires devront être exprimés en chiffre et en lettre.

tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé dans l'article 23 du présent cahier des charges, et ce, en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics

C /L'OFFRE FINANCIERE COMPRENDRA :

- la lettre de soumission (selon modèle ci-joint) renseignée, signée et datée.
- le bordereau des prix unitaires dûment signé par le soumissionnaire.
- le devis quantitatif - estimatif dûment rempli, signé par le soumissionnaire.
- si les circonstances le justifient, le service contractant peut aussi, demander dans l'offre financière, et ce, conformément à l'article 67 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics, les documents suivants :
- le sous-détail des prix unitaires (sdpu) ;
- le devis descriptif et estimatif détail (dded).
- le planning prévisionnel des travaux.
- ainsi que tout renseignement ou document permettant de contrôler les coûts de revient des prestations objet du présent marché, et ce, conformément à l'article 107 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics

PRESENTATION DES OFFRES:

Voir l'article 15 du présent cahier des charges

Les plis doivent être parvenus à la direction des équipements publics à MAKAM CHAHID.

La durée de préparation des offres est fixée à 10 jours à compter de la première publication de l'avis d'appel d'offre sur la presse Nationale ou le BOMOP ou le portail des marchés publics. Si ce dernier jour correspondant au dépôt des offres et d'ouverture des plis coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation sera prorogée au jour ouvrable suivant et à la même heure.

L'ouverture des plis des dossiers de candidatures, des offres technique et financière se fera le même jour conformément aux articles 70,71, 72, 159,160, 162 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics.

L'ouverture des plis des dossiers de candidatures, des offres technique et financière est prévue en séance publique et se tiendra le dernier jour de la préparation des offres à partir de la 1ère publication de l'avis d'appel d'offre national BOMOP ou quotidien nationaux ou le portail des marchés publics avant 10 heures.

Les soumissionnaires sont cordialement invités à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le jour de dépôt des offres à partir de 10 h 00 mn.

-Les entreprises resteront engagées par leurs offres pendant 100 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

LA DIRECTRICE

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ORAN

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE
SERVICE DES MARCHES ET DES PROGRAMMES
BUREAU DES MARCHES
NIF N°41200200031081

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES
N°...../2020

La wilaya d'Oran lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales relatif à «RAR Suivi et contrôle des travaux de réalisation du centre de wilaya de vidéosurveillance »

Seuls les bureaux d'architecture agrés et inscrits au tableau national des architectes algériens

,les bureaux d'étude d'engineering (génie civil),et les bureaux d'études publics, ainsi que les groupements disposants des capacités financières, techniques, professionnelles, juridiques et réglementaires conformes à la réglementation en vigueur et ayant effectués des prestations de prestation similaire ou de même envergure (objet du cahier des charges) sont invités à soumissionner.

Les soumissionnaires doivent apporter la preuve qu'ils disposent des capacités et ressources Nécessaires pour mener à bien l'exécution du projet.

A/Capacité professionnelle : le soumissionnaire doit justifier de : Architecte justifiant d'un agrément CNOA de année en cours. Ingénieur en génie civil justifiant d'un agrément ministériel

- BET public (statut)

B/Capacité technique :

1/moyens humains :

- Ingénieur d'état en architecture justifiant d'une expérience minimum 05.

-Ingénieur en Génie Civil justifiant d'une expérience minimum 05.

2/Références professionnelles ayant réalisé au moins deux projet similaire et de même envergure: justifiées par des attestations assurant la mission du suivi des projets des travaux de même nature .

Les attestations de bonne exécution doivent être délivrées par les maîtres d'ouvrages publics

- C/Capacité financière :

Ayant réalisé un minimum de chiffre d'affaire cumulé des 03 dernières années supérieur ou égal à 8 000 000.00 DA.

*Cas de soumission en groupement:

- pour justifier de l'éligibilité de soumission en groupement momentané d'architectes et/ou de bureaux d'études, il sera tenu compte des capacités de l'ensemble des membres du groupement ace titre, les membres du groupement ne sont pas tenus de justifier individuellement de l'ensemble des capacités exigées dans le cahier des charges.

-le groupement doit être impérativement solidaire.

Les offres « dossier de candidature, offre technique et financière » doivent être déposés en 03 enveloppes intérieures séparées sous un pli :

I/ Le dossier de candidature contient :

- 1-une déclaration de candidature dûment remplie et signée
- 2- Déclaration de probité dûment remplie et signée
- 3-copie de l'Agrément de l'année ou statut s'il s'agit d'une société d'architecture ou génie civil publique.
- 4-copie certificat d'existence du candidat (la C20) délivré par l'Inspection des Impôts
- 5-copies des documents portant sur le statut juridique de la société.
- 6-une copie de la déclaration des impôts forfaitaires unique ou des bilans financiers des trois dernières années, déposées auprès des services fiscaux.
- 7-les références professionnelles du soumissionnaire, pour la mission des suivi et contrôle ou étude&suivi et contrôle des travaux de réalisation des projets dans le domaine du bâtiment et classés dans la catégorie Cousupérieur conformément à la classification des ouvrages des bâtiments fixés dans l'arrêté Interministériel du 15/05/1988 modifié et complété par l'arrêté interministériel N° 02 des 04/07/2001, portant modalités d'exercice et de rémunération de la maîtrise d'œuvre en bâtiment (justifiées par les attestations de bonne Exécution délivrée par les services contractants énumérés dans l'article 06 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public).
- 8- moyens humains justifiés par toute pièce dûment visée par les services de la CNAS datant de moins de 03 mois, Joindre les diplômes.
- 9-mise à jour CNAS ,CASNOS, en cours de validité.
- 10- extrait de rôles apurés ou avec un échéancier de paiement et porte la mention de non inscrit au fichier national des fraudeurs.
- 11- extrait du casier judiciaire du gérant de l'entreprise ou du directeur de l'entreprise datant moins de trois (03) mois.
- 12-copier de l'attestation de dépôt des comptes sociaux pour les sociétés de la dernière année .
- 13-les statuts pour les sociétés.
- 14-les moyens financiers justifient par les bilans financiers des trois dernières années visée par les services des impôts .
- 15-copier de numéros d'identification fiscale (NIF)
- 16-moyens matériels justifiés par des factures d'achat ou un PV de constat établi par huissier de justice d'une validité d'une année pour tout matériel .

NB :Les documents doivent être en cours de validité.

II/ L'offre technique contient :

1. Déclaration à souscrire dûment remplie et signée.
2. Mémoires techniques justificatifs : Il s'agit d'un document écrit, signé avec cachet du soumissionnaire, à remettre par le candidat soumissionnaire, dans lequel il sera précisé les informations suivantes :
 - Présentation détaillée du candidat, numéro d'agrément, l'adresse du siège, N° Tél- Fax, ...etc.
 - méthodologie d'organisation et de gestion pour la prise en charge de la mission objet du présent concours
 - un listing des projets ayant fait l'objet d'étude et suivi par le candidat soumissionnaire.
3. Toutes pièces ou document justifiant la prise en charge professionnelle des personnes exclus du marché du travail et des handicapés.
4. présent cahier des charges portant la mention « lu et accepté » dûment signé.

III/ L'offre Financière contient :

Le contenu de l'offre financière tel que précisé dans l'article N°67 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, est comme suit :

- 1- La lettre de soumission remplie et signé
- 2- Bordereau des prix unitaires.
- 3- Devis quantitatif estimatif.

L'évaluation des honoraires pour les prestations de la partie fixe et la partie variable doit être arrêtée Conformément au décret exécutif N°16-224 du 22 août 2016 fixant les modalités de rémunération de la maîtrise d'œuvre en bâtiment.

NB/ en application des dispositions l'article N°67 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, aucune information relative au montant de l'offre financière ne doit figurer dans les plis des prestations, ni dans les plis de offres techniques sous peine de rejet de ces offres.

L'enveloppe extérieur doit être anonyme et portant la mention suivante :

WILAYA D'ORAN

Direction de l'Administration Locale
Bureau des Marchés - 9ème étage
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES

«RAR Suivi et contrôle des travaux de réalisation du centre de wilaya de vidéosurveillance »

« Soumission à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluations des offres »

Le délai de dépôt des offres est fixé à quinze (05) jours à compter de la première publication du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP, à 10h00. L'ouverture des offres techniques et financières aura lieu le même jour à 11h au Siège Wilaya d'Oran- Direction de l'Administration Locale - 9ème étage.

L'ouverture des plis sera publique avec la participation des soumissionnaires.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SIDI BEL ABBES

DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

NIF N° : 099022015035730

Le Wali de la Wilaya de Sidi Bel Abbès, représenté par le Directeur de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya de Sidi Bel Abbès lance un Avis d'Appel d'Offres Ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

FOURNITURE ET INSTALLATION DU SYSTEME DE CONTROLE D'ACCES
AU NIVEAU DU STADE DE 24 FEVRIER DE SIDI BEL ABBES

Les Entreprises qualifiées et intéressées par le présent Avis peuvent soumissionner et retirer le cahier des charges auprès de la Direction de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya de Sidi Bel Abbès, Boulevard de la Macta, Sidi Bel Abbès.

- La durée de préparation des offres est fixée à 10 jours à compter de la première parution de cet avis sur les quotidiens nationaux et le Bomop.

A- Le Dossier de candidature contient :

- Copie conforme du registre de commerce légalisée par le CNRC ou registre de l'artisanat et des métiers, pour les artisans d'art ou détenant la carte professionnelle d'artisan, en relation avec l'objet du marché.
- Une déclaration de candidature selon modèle ci-joint renseignée, datée, visée et paraphée.
- Une déclaration de probité selon modèle ci-joint renseignée, datée, visée et paraphée.
- Les statuts pour les sociétés.
- L'attestation des comptes sociaux année 2019 pour EURL, SARL.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants :
- Mise à jour de l'extrait de rôle datant de 3 mois apuré ou avec échéancier de paiement valide.
- Mise à jour de CNAS, CASNOS et CACOBATH valide le jour de l'ouverture.
- Casier judiciaire de soumissionnaire en cours de validité.
- Numéro d'identification fiscale.
- Bilans des trois dernières années visés par les services des impôts et un commissaire aux comptes agréé par l'Etat.
- Attestation de bonne exécution de même nature délivrée par les maîtres d'ouvrage étatique.

B- OFFRE TECHNIQUE:

- Le présent cahier des charges portant à la dernière page la mention : «Lu et accepté».
- La déclaration à souscrire selon modèle ci-joint renseignée, datée, visée et paraphée.
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
- Planning d'exécution des travaux incluant les deux plannings de livraison et d'installation (mise en service des équipements), portant le délai.
- Délai de garantie des équipements.
- Délai de service après-vente.
- Fiche technique détaillée de l'équipement.

C- OFFRE FINANCIERE:

Ne doit porter que la mention «Offre Financière» et ne doit contenir que les documents suivants :

- 1- La lettre de soumission remplie, datée et signée.
- 2- Le bordereau des prix unitaires (BPU) rempli, daté et signé.
- 3- Le devis quantitatif et estimatif (DQE) rempli, daté et signé.

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et doit porter l'objet du projet, le numéro d'appel d'offres et la mention :

Soit:

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE
DE CAPACITES MINIMALES N°..../DJS/2020FOURNITURE ET INSTALLATION DU SYSTEME DE CONTROLE D'ACCES
AU NIVEAU DU STADE DE 24 FEVRIER DE SIDI BEL ABBES

Direction de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya de Sidi Bel Abbès
« Soumission à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis
et d'évaluation des offres »

La durée de préparation des offres est fixée à dix (10) jours à compter de la 1^{ère} parution du présent avis dans la presse nationale et le BOMOP.

Les offres doivent être déposées par les soumissionnaires le dernier jour de la période de préparation des offres de 08 Heures 00 à 12 Heures 00.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis le dernier jour de la durée de préparation des offres à 14h00 en séance publique au siège de la Direction de la Jeunesse et des Sports.

Si cette date coïncide à un jour férié, l'ouverture des plis sera reportée au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres durant la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois.

MINISTRE DE L'HABITAT, L'URBANISME ET DE LA VILLE
Agence Nationale de l'Amélioration
Et du Développement du Logement
Direction de l'Agence régionale d'Oran
Bloc 23 Cité des 1377 lots face USTO- Oran
Tél : 041 27 80 39
Fax: 041 27 80 31



وزارة السكن والعمران والمدينة
الوكالة الوطنية لتحسين السكن وتطويره
المديرية للوكالة الجهوية لهران
عمارة رقم 23 حي 1377 مسكن واجهة ايسطو وهران
الهاتف: 041 27 80 30
الفاكس: 041 27 80 31

Réf : /DRO/DMO/AADL/2020
2197

NIF : 0000 1600 140 5697

Oran le : 10 JUIN 2020

A
MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'ENTREPRISE :
SARL SOTARIBI CONSTRUCTION

MISE EN DEMEURE

- Vu le Marché N°56/17 en date du 13 Novembre 2017 : ETUDE (LOGEMENTS ,LOCAUX A USAGE COMMERCIAL ET PROFESSIONNEL ,CONCIERGERIES ET VRD) ET REALISATION DES 600 LOGEMENTS LOCATION-VENTE EN TOUS CORPS D'ETAT (TCE) AVEC LOCAUX A USAGE COMMERCIAL ET PROFESSIONNEL ET CONCIERGERIES AU POS STIDIA COMMUNE DE STIDIA, WILAYA DE MOSTAGANEM
- Vu l'ODS N°01 de démarrage des travaux notifié à l'entreprise le 13 Novembre 2017.
- Vu le compte rendu du CTC faisant ressortir les multiples malfaçons.
- Vu le compte rendu du BET chargé du suivi notant la non levée des réserves émises.
- Vu l'envoi de la direction des projets de la wilaya de Mostaganem N°132 en date du 17/02/2020 ; demandant à l'entreprise de redynamiser le chantier et d'approvisionner en matériaux et main d'œuvre dans un délai de 08 jours.
- Vu le PV de constat établi par le BET ET Maître d'ouvrage en date du 15/03/2020, les réserves émises n'ont pas été levées par l'entreprise.
- Vu le PV de chantier du 16 Mars 2020, 21 blocs sont à l'arrêt sur les 28 blocs en totalité soit 75 % du projet.
- Vu le résultat faible des éléments de structure avant voile, Avant Poteaux du bloc 13 et les voiles infrastructure des blocs 22 et 28. L'entreprise a ce jour n'a pas entamé la démolition et la reprise de ces derniers.
- Vu le manque d'effectif signalé par les PV de chantier.
- Vu le non dépôt de l'avenant des travaux de réalisation des locaux a usage commercial et professionnel, conciergerie et post transformateur.
- Vu les PV de chantier faisant ressortir la cadence faible des travaux et le manque d'effectifs.
- Vu l'envoi de la Direction des projets de Mostaganem N°292 du 28/05/2020 ;
- Vu le taux de consommation du délai contractuel de 79% avec taux d'avancement des travaux de 38%.

L'ENTREPRISE SARL SOTARIBI CONSTRUCTION
12 Rue Bouziane Ahmed - Gambetta - Oran
EST MISE EN DEMEURE DE :

- Renforcer le chantier en moyens matériels et humains.
- Rattraper le retard enregistré et honorer les engagements contractuels.
- Entamer les travaux des ces.
- Assurer la qualité des travaux conformément aux instructions du CTC.

Un délai ferme de huit (08) jours est accordé à l'entreprise pour se conformer aux instructions citées ci-dessus, à défaut le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer les mesures coercitives conformément aux clauses du marché et à la réglementation en vigueur.

LE DIRECTEUR REGIONAL
DE L'AADL ORAN

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de mscara
Daira de mohammadia
Commune de sedjerara
NIF : 098429355050418

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Projet : : Realisation d'un tronçon d'adduction vers beni timi commune de sedjerara ET Extension reseau d'assainissement fetouha centre derriere parc.

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le président de L'assemblée populaire communale de sedjerara, informe les soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimal relatif au projet : LOT01 : Realisation d'un tronçon d'adduction vers beni timi commune de sedjerara -- LOT 02 : Extension reseau d'assainissement fetouha centre derriere parc.

Publié dans les quotidiens nationaux : quotidien d'oran le : 02/06/2020 est el moudjetama le 01/06/2020 provisoirement à l'entreprise indiquée sur le tableau ci-après :

Intitulé de projet	entreprise	Evaluation technique	Montant En TTC	Délais d'exécution	Numéro d'identification fiscal(nif)	Critère de choix
LOT01 : Realisation d'un tronçon d'adduction vers beni timi commune de sedjerara	MAHMOUDI MOHAMED EL AMINE	90/100	4.398.240.00DA	01MOIS	198829310069807	Meilleure offre
LOT 02 : Extension reseau d'assainissement fetouha centre derriere parc	MAHMOUDI MOHAMED EL AMINE	90/100	8.202.075.00DA	02 MOIS	198829310069807	Meilleure offre

Les autres soumissionnaire sont invités de se rapprocher au service communal, au plus tard (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire ; à prendre connaissance des résultats détaillés d'évaluation de leurs offres technique et financières . Le délais de recours est fixé à dix (10) jours à partir de la première parution du présent avis dans la presse , conformément au disposition de l'article82 du décret présidentiel n 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public ,auprès de la commission des marchés de la commune .

Sedjerara le : 2020 جوان 18

LE PRESIDENT DE L'APC

2

20.05 Romance



Série dramatique - France - 2020
Saison: 1 - Episode 5 / 6

Avec Olga Kurylenko, Barbara Schulz, Pierre Deladonchamps, Simon Abkarian
Jérémy comprend ce qu'il a à faire pour sauver Alice et apprend à tirer avec Tony mais la jeune femme est bien décidée à se venger toute seule. Après avoir dîné avec les Desforges à la villa, Alice part se baigner au petit matin avec un pistolet et le cache dans le bateau d'André. De son côté, Jérémy révèle à Margaret qu'Alice veut tuer André car il a fait beaucoup de mal à sa famille.

3

20.05 Symphonie pour la vie



De Natalie Dessay à Gautier Capuçon en passant par Alexandre Tharaud, Nemanja Radulovic, Edgar Moreau, Karine Deshayes, Bertrand Chamayou ou Philippe Jarrousky, Une vingtaine d'artistes de la scène classique se retrouvent au Châtelet pour rendre hommage aux personnels soignants et récolter des fonds pour la Fondation Hôpitaux de Paris - Hôpitaux de France. L'initiative a donné lieu à un disque, dont Plantu, parrain de la soirée avec Stéphane Bern et Franck Ferrand, a dessiné la couverture. Dautricourt et Jacques Brel.

4

20.00 La tour 2 contrôle infernale



Comédie - France - 2016

Avec Ramzy Bédia, Eric Judor, Marina Foïs, Philippe Katerine
En 1981, Bachir et Ernest sont deux pilotes d'essai brillants. Pour déterminer lequel sera le premier spationaute français, ils sont soumis à des tests en centrifugeuse... qui leur font perdre toute leur intelligence. Incapables de rester dans l'armée, ils sont tous les deux engagés comme bagagistes à Orly. Au même moment, le gang des Moustachious tente de s'emparer de tout le système de contrôle de l'aéroport.

5

arte

TF1

10.45 La quotidienne
12.00 Imprévus
12.05 Passage des arts
12.40 Le magazine de la santé
13.35 Allô, docteurs !
14.00 Jean-Michel super caribou
15.10 Masha & Michka
15.50 Minuscule
15.55 C'est toujours pas sorcier
16.40 C dans l'air
18.00 C à vous
19.20 Passage des arts
19.53 La grande librairie
21.35 C dans l'air
22.40 C à vous

11.05 Les Dolomites, sommets de légende
11.50 Le dessous des cartes
12.00 Chemins d'école, chemins de tous les dangers
12.35 Un cœur pour ma fille
14.35 Le long de la Muraille de Chine
15.30 Invitation au voyage
16.10 X.enius
17.10 Mystérieuse Arabie
17.55 Magic Cities
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.55 Les roseaux sauvages
21.50 Péril sur la ville

08.35 Si près de chez vous
12.35 Crimes et faits divers: la quotidienne
13.55 Si près de chez vous
15.05 Les anges 7, Latin America
19.05 The Big Bang Theory
20.00 C'Caut
20.05 F.B.I.: Portés disparus



CANAL+
family 19.50

VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE 2 : L'ÎLE MYSTÉRIEUSE

Film d'aventures - Etats-Unis - 2012

Avec Josh Hutcherson, Dwayne Johnson, Vanessa Hudgens, Michael Caine
Sean Anderson fait tout pour décoder un message crypté envoyé par un adepte de Jules Verne. Afin de se rapprocher de l'adolescent rebelle, Hank Parsons, son beau-père, lui propose de l'aider à déchiffrer le message. Une fois celui-ci décodé, les deux hommes partent en direction d'une mystérieuse île du Pacifique, où Sean espère retrouver son grand-père, expéditeur du message. Ils embarquent en compagnie de Gabato et de sa fille Kailani.

RTL9 19.45

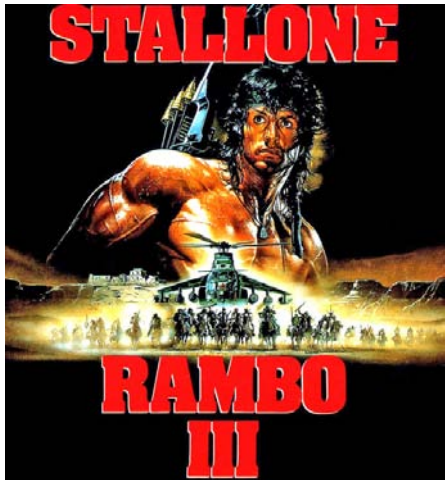
LES ROIS DU DÉSERT



Film de guerre - Etats-Unis - 1999
Avec George Clooney, Mark Wahlberg, Ice Cube, Spike Jonze, Cliff Curtis
La guerre du Golfe se termine, et laisse les soldats américains un peu amers et perdus. Grâce à une carte trouvée sur un prisonnier, quatre d'entre eux, le sergent-major Archie Gates et ses subalternes, Troy, Elgin et Conrad, partent à la recherche du trésor de guerre de Saddam Hussein. Après avoir semé Adriana Cruz, une journaliste, les quatre hommes se retrouvent perdus en plein désert, pris entre deux feux.

CINE +
FRISSE 19.50

RAMBO III



Film d'action - Etats-Unis - 1988
Avec Sylvester Stallone, Richard Crenna, Marc de Jonge, Kurtwood Smith
John Rambo s'est retiré discrètement en Thaïlande où il vit désormais en compagnie de moines bouddhistes. Un jour, John Rambo est contacté par le colonel Trautman, son père spirituel, qui lui propose une mission très délicate en Afghanistan. Rambo refuse mais apprend peu après que Trautman est tombé aux mains des Soviétiques. Cette fois, il n'hésite pas et franchit la frontière pakistano-afghane.

TÉLÉVISION

TF1

20.05 The Resident



Série dramatique - Etats-Unis - 2018
Saison 2 - Episode 9/23

- La dernière danse

Avec Matt Czuchry, Manish Dayal, Bruce Greenwood, Emily VanCamp
Depuis qu'elle a découvert que son patron lui mentait sur la provenance des composants des dispositifs médicaux qu'il produit, Julian se sent en porte-à-faux et songe à démissionner. Alors que son mariage approche et que tous ses amis se préparent pour l'événement, Devon est en plein doute sur les sentiments qu'il éprouve pour Priya.

6

20.05 Cauchemar en cuisine



Cette semaine, Philippe Etchebest se rend dans les Bouches-du-Rhône, à Sénas, où Mélanie et Mylène, deux jumelles de 28 ans, ont fait appel à lui pour sauver le restaurant qu'elles gèrent avec leur grande soeur Séverine. Bien qu'il soit placé au centre du village et entouré de nombreux commerces, les clients ont déserté leur établissement. L'ambiance qui règne sur place y est peut-être pour quelque chose.

CANAL+

20.05 Banksy Wanted



Qui est Banksy ? Depuis près de trente ans, l'identité de l'artiste britannique qui se dissimule derrière ce pseudonyme est bien gardée. Ce graffeur urbain qui officie masqué, a ému le public par ses peintures murales émouvantes, satiriques et drôles, délivrant un message généralement "anti-système". Ce documentaire explore la popularité de ce peintre fantasque à travers ses oeuvres singulières et ses canulars.

PLANETE +

10.21 Made in France
12.01 Colombie sauvage
12.52 La science face au terrorisme
14.43 Aux origines de l'histoire
15.38 La mystérieuse tombe de Shakespeare
16.28 Sur la piste d'une girafe masai
17.25 Le plus bel ami de l'homme
19.03 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
19.55 Nous demain
21.43 Faites entrer l'accusé

TFX

08.15 Une nounou d'enfer
12.40 On a échangé nos mamans
16.10 Friends
20.05 Camping paradis



W9

09.30 L'hebdo de la musique
11.35 Météo
11.40 NCIS
17.40 Un dîner presque parfait



20.00 Météo
20.05 Enquêtes criminelles

Mali : la contestation veut étendre le mouvement



Le mouvement de contestation contre le président malien Ibrahim Boubacar Keïta a dit lundi son intention d'étendre la mobilisation à l'ensemble du territoire, sans donner de signe de vouloir transiger sur une démission du chef de l'Etat. Le Mouvement dit du 5 juin, coalition hétéroclite composée de responsables religieux et des personnalités de la société civile comme du monde politique, a fait descendre dans les rues de la capitale Bamako des dizaines de milliers de personnes vendredi, pour la deuxième fois en deux semaines.

Les manifestants ont à nouveau réclamé le départ du président Keïta, alias IBK. Soutenu par la communauté internationale, celui-ci fait face depuis quelques semaines à une sévère remise en cause politique, en plus de la crise sécuritaire et économique que connaît le pays depuis des années. "Nous allons intensifier la contestation sur l'ensemble du territoire", a dit lors d'une conférence de presse l'un des responsables du Mouvement du 5 juin, Issa Kaou N'Djim, proche du leader de la contestation, l'imam Mahmoud Dicko, lui-même absent. "Notre demande principale est la démission du président et de son régime", a-t-il dit. La direction collective du mouvement devrait décider "très bientôt" de la suite de la protestation, a-t-il dit.

Trump gèle les visas de travail jusqu'au 31 décembre



Donald Trump a décidé de prolonger jusqu'à la fin de l'année la "pause" de la délivrance des cartes vertes et de l'étendre à de nombreux visas de travail, a annoncé lundi un haut responsable américain. Pour ce responsable qui s'exprimait sous couvert d'anonymat, cela devrait ouvrir environ 525.000 emplois à des Américains. "La priorité du président, c'est de remettre les Américains au travail", a-t-il expliqué. Le taux de chômage a bondi à 13,3% de la population active en mai, contre 3,5% en février, en raison des mesures de confinement prises pour lutter contre la pandémie de nouveau coronavirus. Confronté à cette hausse brutale, le président républicain avait décidé il y a deux mois de suspendre pour 60 jours la délivrance des "green cards", qui offrent un statut de résident permanent aux Etats-Unis, mais n'avait pas touché aux visas de travail temporaire.

Un nouveau décret prolongera cette "pause" jusqu'au 31 décembre et inclura plusieurs types de visas, dont les H1B particulièrement utilisés dans le secteur des hautes technologies, ou les visas de transfert inter-compagnie utilisés pour certains contrats expatriés.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Des drones piégés et des missiles visant Ryad interceptés



La coalition militaire menée par l'Arabie saoudite au Yémen a annoncé mardi avoir intercepté et détruit des drones piégés et des missiles tirés par les rebelles Houthis,

dont un missile balistique qui visait la capitale Ryad.

Alors que les rebelles Houthis soutenus par l'Iran, rival régional de l'Arabie saoudite, ont annoncé une "attaque d'enver-

gure sur le sol saoudien" dont les détails doivent encore être connus, la coalition a annoncé avoir détruit "huit drones bourrés d'explosifs" et "trois missiles balistiques". Son porte-parole, le colonel Turki al-Maliki, a précisé à l'agence officielle saoudienne SPA qu'un quatrième missile détruit avait été tiré "depuis Sanaa en direction de Ryad dans une opération hostile et planifiée en vue de viser des sites ainsi que des civils". L'Arabie saoudite qui intervient au Yémen depuis 2015 pour soutenir les forces gouvernementales a été visée par des dizaines d'attaques de missiles balistiques ou de drones. Des attaques contre des installations de son géant pétrolier Aramco dans l'est saoudien en septembre avaient provoqué d'importants dégâts et réduit momentanément de moitié la production de pétrole de l'Arabie saoudite.

Covid-19: une «deuxième vague» qui inquiète

Plusieurs pays, en plein déconfinement, voient le nombre de contaminations et de décès liés au nouveau coronavirus (Covid-19) repartir à la hausse, suscitant une inquiétude grandissante dans le monde quant à une seconde vague épidémique jugée "très probable" par des chercheurs. Dans la foulée de cette crainte, l'OMS a de nouveau mis en garde lundi que la pandémie de Covid-19 continue de s'accélérer dans le monde, avec "le dernier million de cas signalé en seulement huit jours".

Les autorités sud-coréennes étaient parvenues à maîtriser la crise sanitaire liée au Covid-19 à travers une stratégie très poussée de tests et de traçage des contacts des personnes infectées, sans même imposer de



confinement obligatoire. Toutefois, Séoul a reconnu mardi que le pays luttait depuis mi-mai contre "une deuxième vague" de coronavirus, avec entre 35 et 50 nouveaux cas répertoriés chaque jour, essentiellement dans la capitale et ses environs, peu après l'assouplissement des

consignes de distanciation sociale et le retour à un fonctionnement normal. "Nous pensons que la deuxième vague dure depuis les vacances de mai", a déclaré le directeur des Centres coréens de contrôle et de prévention des maladies (KCDC), Jung Eun-kyeong.

EDITORIAL

Par Abdelkrim Zerzouri

UN DOSSIER COMPLEXE

L'Algérie se dirigerait à pas mesurés vers la criminalisation de la colonisation française et l'exigence de la repentance officielle de la France. Tirant leçon de l'échec d'une précédente initiative, qui date de plus d'une décennie, les autorités y vont cette fois-ci d'une manière qui allie rigueur dans le recensement des preuves sur les crimes coloniaux, qui font l'objet depuis deux ans d'un travail titanesque des experts, et exigence de conformité judiciaire internationale des textes de loi à promulguer dans ce cadre. Le principe d'une telle initiative est inscrit dans les gènes de la «nouvelle Algérie» dont le fondement repose, entre autres, sur un intérêt sacré à la mémoire, instituée à travers un premier jalon de «la Journée nationale de la mémoire le 8 mai», qui viendra rappeler chaque année les atrocités commises par le colonialisme français.

La volonté politique de la nouvelle équipe gouvernementale en a fait un devoir national sacré qui ne tolère ni marchandage ni chantage et qui restera en tête des préoccupations de l'Etat. Pour dire toute

la détermination de l'Algérie de construire cette mémoire qui a buté par le passé sur des considérations passionnelles, parfois personnelles, ainsi qu'à la pression des lobbies et des contraintes économiques. Cela n'enlève rien présentement à la complexité du dossier, bien sûr. Non pas par égard à l'ancien colonisateur où des voix refusent d'entendre parler de repentance officielle, ceux-là mêmes qui ont pesé pour glorifier le colonialisme à travers la loi du 23 février 2005, mais en raison d'une recherche de démarche qui ne veut pas rester encre sur papier. Et, même si les autorités algériennes refusent tout marchandage sur ce dossier, et qu'on ressent une certaine volonté de la France à voir en face son passé colonial, il est important d'y aller doucement mais sûrement, de bien étudier les développements d'une telle initiative sous toutes ses facettes.

L'exemple du Parlement tunisien qui a rejeté le 10 juin dernier une motion qui

demandait officiellement à la France de présenter des excuses à la Tunisie pour les crimes commis pendant et après la colonisation peut encore apporter des éclairages sur les échecs des anciennes colonies françaises à pousser l'ancien colon à la repentance, alors qu'Israël n'a pas eu trop de peine à faire plier l'Allemagne à ses exigences pour les crimes commis par les nazis contre les juifs durant la Seconde Guerre mondiale. Il y a, certes, quelques points qui peuvent se concrétiser dans la construction de la mémoire avec la seule volonté de l'Algérie, mais il y en a d'autres qui nécessitent l'engagement de la France à reconnaître ses crimes et exprimer ses excuses officielles, qui conduiraient inéluctablement aux indemnités des victimes, ou à l'arbitrage des institutions internationales dans le cas où la France refuserait de voir en face ses crimes coloniaux. De part et d'autre, on cherche ces derniers temps un apaisement des tensions, mais le dossier mémoriel qui remonte à la surface sera déterminant pour le futur des relations bilatérales entre l'Algérie et la France.

Un soldat US accusé de préparer un attentat contre sa propre unité

Un soldat américain de 22 ans a été inculpé à New York pour avoir aidé un groupuscule néonazi à préparer une attaque contre sa propre unité en Turquie qui visait à causer des "pertes massives". Les préparatifs remontent au mois de mai dernier mais l'attaque n'a finalement pas été déclenchée. Originaire du Kentucky et militaire depuis juin 2019 seulement, Ethan Melzer était stationné à Vicenza, en Italie, avec son unité, qui devait être déployée en Turquie, selon l'acte d'inculpation versé lundi au dossier.

Sympathisant du mouvement néonazi britannique Order of Nine Angles (O9A), Ethan Melzer a transmis des informations précises, par le biais d'un forum de discussion en ligne de l'O9A, quant au futur lieu de stationnement de son unité en Turquie. Le soldat a aussi détaillé les moyens matériels dont disposait l'unité et exposé des points de fragilité dans le dispositif de protection du site. Interrogé fin mai par l'armée américaine et le FBI, Ethan Melzer a indiqué qu'il s'agissait de "faciliter une attaque de l'unité qui aurait causé des pertes massives", selon l'acte d'inculpation.

Nouvelle attaque à la roquette à Bagdad

Une roquette a de nouveau frappé lundi l'aéroport de Bagdad, actuellement fermé pour cause de Covid-19 et où sont postés des soldats américains, la sixième attaque de ce type en deux semaines, a indiqué l'armée irakienne. "Ce tir n'a fait aucune victime ni dégât", a précisé l'armée dans un communiqué. Comme la plupart des précédents, ces tirs n'ont pas été revendiqués, même si Washington pointe du doigt les pro-Iran. Des groupuscules obscurs ont revendiqué certaines attaques, des faux-nez des factions armées pro-Iran, selon les experts. Depuis le 8 juin, c'est la troisième attaque contre l'aéroport, dans l'enceinte duquel se trouve une immense base militaire irakienne abritant des troupes américaines. Deux autres attaques ont visé les abords de l'ambassade américaine et des roquettes se sont également abattues sur la base de Taji, au nord de Bagdad, qui héberge également des troupes de Washington.